Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 281 del 3 dicembre 2007 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 3 dicembre 2007** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00186 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00198 ROMA - CENTRALINO 06 85081

AVVISO AGLI ABBONATI

Dall'8 ottobre vengono resi noti nelle ultime pagine della *Gazzetta Ufficiale* i canoni di abbonamento per l'anno 2008. Contemporaneamente sono state spedite le offerte di rinnovo agli abbonati, complete di bollettini postali premarcati *(di colore rosso)* per la conferma dell'abbonamento stesso. Si pregano i signori abbonati di far uso di tali bollettini e di utilizzare invece quelli prestampati di colore nero solo per segnalare eventuali variazioni.

Si rammenta che la campagna di abbonamento avrà termine il 26 gennaio 2008 e che la sospensione degli invii agli abbonati, che entro tale data non avranno corrisposto i relativi canoni, avrà effetto dal 24 febbraio 2008.

Si pregano comunque gli abbonati che non intendano effettuare il rinnovo per il 2008 di darne comunicazione via fax al Settore Gestione *Gazzetta Ufficiale* (n. 06-8508-2520) ovvero al proprio fornitore.

N. 251/L

LEGGE 29 novembre 2007, n. **224.**

Ratifica ed esecuzione dell'Atto recante la revisione della Convenzione sul rilascio dei brevetti europei, fatto a Monaco il 29 novembre 2000.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 29 novembre 2007, n. **224.**

Ratifica ed esecuzione dell'Atto recante la revisione della Convenzione sul rilascio dei brevetti europei, fatto a Monaco il 29 novembre 2000.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

Autorizzazione alla ratifica

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Atto recante la revisione della Convenzione sul rilascio dei brevetti europei, fatto a Monaco il 29 novembre 2000.

Art. 2.

Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Atto di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 dell'Atto stesso.

Art. 3.

Entrata in vigore

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 2007

NAPOLITANO

Prodi, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
D'Alema, *Ministro degli affari esteri*
Bersani, *Ministro dello sviluppo economico*

Visto, *il Guardasigilli:* Mastella

Diplomatische Konferenz 2000	Diplomatic Conference 2000	Conférence diplomatique 2000

AKTE ZUR REVISION DES ÜBEREINKOMMENS ÜBER DIE ERTEILUNG EUROPÄISCHER PATENTE

ACT REVISING THE CONVENTION ON THE GRANT OF EUROPEAN PATENTS

ACTE PORTANT REVISION DE LA CONVENTION SUR LA DELIVRANCE DE BREVETS EUROPEENS

PREAMBLE

THE CONTRACTING STATES TO THE EUROPEAN PATENT CONVENTION,

CONSIDERING that the co-operation of the countries of Europe on the basis of the European Patent Convention and the single procedure for the grant of patents thereby established renders a significant contribution to the legal and economic integration of Europe,

WISHING to promote innovation and economic growth in Europe still more effectively by laying foundations for the further development of the European patent system,

DESIRING, in the light of the increasingly international character of the patent system, to adapt the European Patent Convention to the technological and legal developments which have occurred since it was concluded,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

PREAMBULE

LES ETATS PARTIES A LA CONVENTION SUR LE BREVET EUROPEEN,

CONSIDERANT que la coopération entre les Etats européens établie sur la base de la Convention sur le brevet européen et de la procédure unique de délivrance de brevets que celle-ci a instaurée apporte une contribution essentielle à l'intégration juridique et économique de l'Europe,

DESIREUX d'assurer une promotion encore plus efficace de l'innovation et du développement économique en Europe par la création de bases permettant de poursuivre l'extension du système du brevet européen,

SOUCIEUX d'adapter, à la lumière de l'internationalisation croissante en matière de brevets, la Convention sur le brevet européen à l'évolution technique et juridique intervenue depuis son adoption,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE PREMIER
MODIFICATION DE LA CONVENTION SUR LE BREVET EUROPÉEN

La Convention sur le brevet européen est modifiée comme suit :

1. Le nouvel article 4bis suivant est inséré à la suite de l'article 4 :

Article 4bis
Conférence des ministres des Etats contractants.

Une conférence des ministres des Etats contractants compétents en matière de brevets se réunit au moins tous les cinq ans pour examiner les questions relatives à l'Organisation et au système du brevet européen.

2. L'article 11 est remplacé par le texte suivant :

Article 11
Nomination du personnel supérieur

(1) Le Président de l'Office européen des brevets est nommé par le Conseil d'administration.

(2) Les Vice-Présidents sont nommés par le Conseil d'administration, le Président de l'Office européen des brevets entendu.

(3) Les membres des chambres de recours et de la Grande Chambre de recours, y compris leurs présidents, sont nommés par le Conseil d'administration sur proposition du Président de l'Office européen des brevets. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions par le Conseil d'administration, le Président de l'Office européen des brevets entendu.

(4) Le Conseil d'administration exerce le pouvoir disciplinaire sur les agents visés aux paragraphes 1 à 3 du présent article.

(5) Le Conseil d'administration peut, le Président de l'Office européen des brevets entendu, également nommer en qualité de membres de la Grande Chambre de recours des juristes appartenant aux juridictions nationales ou autorités quasi judiciaires des Etats contractants, qui peuvent continuer à assumer leurs fonctions judiciaires au niveau national. Ils sont nommés pour une période de trois ans et peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

3. L'article 14 est remplacé par le texte suivant :

Article 14
Langues de l'Office européen des brevets,
des demandes de brevet européen et d'autres pièces

(1) Les langues officielles de l'Office européen des brevets sont l'allemand, l'anglais et le français.

(2) Toute demande de brevet européen doit être déposée dans une des langues officielles ou, si elle est déposée dans une autre langue, traduite dans une des langues officielles, conformément au règlement d'exécution. Pendant toute la durée de la procédure devant l'Office européen des brevets, cette traduction peut être rendue conforme au texte de la demande telle qu'elle a été déposée. Si la traduction requise n'a pas été produite dans les délais, la demande est réputée retirée.

(3) La langue officielle de l'Office européen des brevets dans laquelle la demande de brevet européen a été déposée ou traduite doit être utilisée comme langue de la procédure, sauf s'il en est disposé autrement par le règlement d'exécution, dans toutes les procédures devant l'Office européen des brevets.

(4) Les personnes physiques et morales ayant leur domicile ou leur siège dans un Etat contractant ayant une langue autre que l'allemand, l'anglais ou le français comme langue officielle, et les nationaux de cet Etat ayant leur domicile à l'étranger peuvent déposer, dans une langue officielle de cet Etat, des pièces devant être produites dans un délai déterminé. Toutefois, ils sont tenus de produire une traduction dans une langue officielle de l'Office européen des brevets conformément au règlement d'exécution. Si une pièce qui n'est pas comprise dans les pièces de la demande de brevet européen n'est pas produite dans la langue prescrite ou si une traduction requise n'est pas produite dans les délais, la pièce est réputée n'avoir pas été produite.

(5) Les demandes de brevet européen sont publiées dans la langue de la procédure.

(6) Les fascicules de brevet européen sont publiés dans la langue de la procédure et comportent une traduction des revendications dans les deux autres langues officielles de l'Office européen des brevets.

(7) Sont publiés dans les trois langues officielles de l'Office européen des brevets :

a) le Bulletin européen des brevets ;

b) le Journal officiel de l'Office européen des brevets.

(8) Les inscriptions au Registre européen des brevets sont effectuées dans les trois langues officielles de l'Office européen de brevets. En cas de doute, l'inscription dans la langue de la procédure fait foi.

4. L'article 16 est remplacé par le texte suivant :

Article 16
Section de dépôt

La section de dépôt est compétente pour examiner les demandes de brevet européen lors du dépôt et quant aux exigences de forme.

5. L'article 17 est remplacé par le texte suivant :

Article 17
Divisions de la recherche

Les divisions de la recherche sont compétentes pour établir les rapports de recherche européenne.

6. L'article 18 est remplacé par le texte suivant :

Article 18
Divisions d'examen

(1) Les divisions d'examen sont compétentes pour examiner les demandes de brevet européen.

(2) Une division d'examen se compose de trois examinateurs techniciens. Toutefois, l'instruction de la demande de brevet européen est, en règle générale, confiée à l'un des examinateurs de la division. La procédure orale est de la compétence de la division d'examen elle-même. Si elle estime que la nature de la décision l'exige, la division d'examen est complétée par un examinateur juriste. En cas de partage des voix, la voix du président de la division d'examen est prépondérante.

7. L'article 21 est remplacé par le texte suivant :

Article 21
Chambres de recours

(1) Les chambres de recours sont compétentes pour examiner les recours formés contre les décisions de la section de dépôt, des divisions d'examen, des divisions d'opposition et de la division juridique.

(2) Dans le cas d'un recours formé contre une décision de la section de dépôt ou de la division juridique, la chambre de recours se compose de trois membres juristes.

(3) Dans le cas d'un recours formé contre une décision d'une division d'examen, la chambre de recours se compose de :

a) deux membres techniciens et un membre juriste lorsque la décision est relative au rejet d'une demande de brevet européen ou à la délivrance, la limitation ou la révocation d'un brevet européen et qu'elle a été prise par une division d'examen composée de moins de quatre membres ;

b) trois membres techniciens et deux membres juristes lorsque la décision a été prise par une division d'examen composée de quatre membres ou si la chambre de recours estime que la nature du recours l'exige ;

c) trois membres juristes dans les autres cas.

(4) Dans le cas d'un recours formé contre une décision d'une division d'opposition, la chambre de recours se compose de :

a) deux membres techniciens et un membre juriste lorsque la décision a été prise par une division d'opposition composée de trois membres ;

b) trois membres techniciens et deux membres juristes lorsque la décision a été prise par une division d'opposition composée de quatre membres ou si la chambre de recours estime que la nature du recours l'exige.

8. L'article 22 est remplacé par le texte suivant :

Article 22
Grande Chambre de recours

(1) La Grande Chambre de recours est compétente pour :

a) statuer sur les questions de droit qui lui sont soumises par les chambres de recours ;

b) donner des avis sur les questions de droit qui lui sont soumises par le Président de l'Office européen des brevets conformément à l'article 112 ;

c) statuer sur les requêtes en révision des décisions des chambres de recours conformément à l'article 112bis.

(2) Dans les procédures prévues au paragraphe 1, lettres a) et b), la Grande Chambre de recours se compose de cinq membres juristes et de deux membres techniciens. Dans les procédures prévues au paragraphe 1, lettre c), la Grande Chambre de recours se compose de trois ou cinq membres comme prévu par le règlement d'exécution. Dans toutes les procédures, la présidence est assurée par un membre juriste.

9. L'article 23 est remplacé par le texte suivant :

Article 23
Indépendance des membres des chambres

(1) Les membres de la Grande Chambre de recours et des chambres de recours sont nommés pour une période de cinq ans et ne peuvent être relevés de leurs fonctions pendant cette période, sauf pour motifs graves et si le Conseil d'administration, sur proposition de la Grande Chambre de recours, prend une décision à cet effet. Sans préjudice des dispositions de la première phrase, le mandat des membres des chambres de recours prend fin en cas de démission ou de mise à la retraite conformément au statut des fonctionnaires de l'Office européen des brevets.

(2) Les membres des chambres ne peuvent être membres de la section de dépôt, des divisions d'examen, des divisions d'opposition ou de la division juridique.

(3) Dans leurs décisions, les membres des chambres ne sont liés par aucune instruction et ne doivent se conformer qu'aux seules dispositions de la présente convention.

(4) Les règlements de procédure des chambres de recours et de la Grande Chambre de recours sont arrêtés conformément au règlement d'exécution. Ils sont soumis à l'approbation du Conseil d'administration.

10. L'article 33 est remplacé par le texte suivant :

Article 33
Compétence du Conseil d'administration dans certains cas

(1) Le Conseil d'administration a compétence pour modifier :

a) les dispositions de la présente convention dans la mesure où elles fixent la durée d'un délai ;

b) les dispositions de la deuxième à la huitième partie ainsi que de la dixième partie de la présente convention pour assurer leur conformité avec un traité international en matière de brevets ou la législation de la Communauté européenne en matière de brevets ;

c) les dispositions du règlement d'exécution.

(2) Le Conseil d'administration a compétence, conformément à la présente convention, pour arrêter et modifier :

a) le règlement financier ;

b) le statut des fonctionnaires et le régime applicable aux autres agents de l'Office européen des brevets, le barème de leurs rémunérations ainsi que la nature et les règles d'octroi des avantages accessoires ;

c) le règlement de pensions et toute augmentation des pensions existantes correspondant aux relèvements des traitements ;

d) le règlement relatif aux taxes ;

e) son règlement intérieur.

(3) Nonobstant les dispositions de l'article 18, paragraphe 2, le Conseil d'administration a compétence pour décider, si l'expérience le justifie, que, dans certaines catégories de cas, les divisions d'examen se composent d'un seul examinateur technicien. Cette décision peut être rapportée.

(4) Le Conseil d'administration a compétence pour autoriser le Président de l'Office européen des brevets à négocier et, sous réserve de son approbation, à conclure, au nom de l'Organisation européenne des brevets, des accords avec des Etats ou des organisations intergouvernementales ainsi qu'avec des centres de documentation créés en vertu d'accords conclus avec ces organisations.

(5) Le Conseil d'administration ne peut prendre de décision en vertu du paragraphe 1, lettre b) :

- en ce qui concerne un traité international, avant l'entrée en vigueur de ce traité.;

- en ce qui concerne un acte législatif de la Communauté européenne, avant son entrée en vigueur ou, lorsque cet acte prévoit un délai pour sa transposition, avant l'expiration de ce délai.

11. L'article 35 est remplacé par le texte suivant :

Article 35
Votes

(1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3, le Conseil d'administration prend ses décisions à la majorité simple des Etats contractants représentés et votants.

(2) Requièrent la majorité des trois quarts des Etats contractants représentés et votants, les décisions que le Conseil d'administration est compétent pour prendre en vertu de l'article 7, de l'article 11, paragraphe 1, de l'article 33, paragraphes 1, lettres a) et c) et 2 à 4, de l'article 39, paragraphe 1, de l'article 40, paragraphes 2 et 4, de l'article 46, de l'article 134bis, de l'article 149bis, paragraphe 2, de l'article 152, de l'article 153, paragraphe 7, de l'article 166 et de l'article 172.

(3) Requièrent l'unanimité des Etats contractants votants, les décisions que le Conseil d'administration est compétent pour prendre en vertu de l'article 33, paragraphe 1, lettre b). Le Conseil d'administration ne prend ces décisions que si tous les Etats contractants sont représentés. Une décision prise en vertu de l'article 33, paragraphe 1, lettre b) ne prend pas effet si un Etat contractant déclare, dans un délai de douze mois à compter de la date de la décision, qu'il désire ne pas être lié par cette décision.

(4) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

12. L'article 37 est remplacé par le texte suivant :

Article 37
Financement du budget

Le budget de l'Organisation est financé :

a) par les ressources propres de l'Organisation ;

b) par les versements des Etats contractants au titre des taxes de maintien en vigueur des brevets européens perçues dans ces Etats ;

c) éventuellement, par des contributions financières exceptionnelles des Etats contractants ;

d) le cas échéant, par les recettes prévues à l'article 146 ;

e) le cas échéant et exclusivement pour les immobilisations corporelles, par des emprunts contractés auprès de tiers et garantis par des terrains ou des bâtiments ;

f) le cas échéant, par des fonds provenant de tiers pour des projets spécifiques.

13. L'article 38 est remplacé par le texte suivant :

Article 38
Ressources propres de l'Organisation

Les ressources propres de l'Organisation comprennent :

a) toutes les recettes provenant des taxes et d'autres sources ainsi que des réserves de l'Organisation ;

b) les ressources du Fonds de réserve pour pensions, qui doit être considéré comme un patrimoine spécial de l'Organisation servant à assister le régime de pensions par la constitution de réserves appropriées.

14. L'article 42 est remplacé par le texte suivant :

Article 42
Budget

(1) Le budget de l'Organisation doit être équilibré. Il sera établi selon les principes comptables généralement admis, tels que définis au règlement financier. En tant que de besoin, des budgets modificatifs ou additionnels peuvent être établis.

(2) Le budget est établi dans l'unité de compte fixée par le règlement financier.

15. L'article 50 est remplacé par le texte suivant :

Article 50
Règlement financier

Le règlement financier détermine notamment :

a) les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget ainsi qu'à la reddition et à la vérification des comptes ;

b) les modalités et la procédure selon lesquelles les versements et contributions prévus à l'article 37, ainsi que les avances prévues à l'article 41, doivent être mis à la disposition de l'Organisation par les Etats contractants ;

c) les règles et l'organisation du contrôle et la responsabilité des ordonnateurs et comptables ;

d) les taux d'intérêts prévus aux articles 39, 40 et 47 ;

e) les modalités de calcul des contributions à verser au titre de l'article 146 ;

f) la composition et les tâches d'une commission du budget et des finances qui devrait être instituée par le Conseil d'administration ;

g) les principes comptables généralement admis sur lesquels se fondent le budget et les états financiers annuels.

16. L'article 51 est remplacé par le texte suivant :

Article 51
Taxes

(1) L'Office européen des brevets peut percevoir des taxes pour toute tâche ou procédure officielle exécutée en vertu de la présente convention.

(2) Les délais de paiement des taxes autres que ceux fixés par la présente convention sont fixés dans le règlement d'exécution.

(3) Lorsque le règlement d'exécution prescrit le paiement d'une taxe, il prévoit également les conséquences du défaut de paiement dans les délais.

(4) Le règlement relatif aux taxes fixe notamment le montant des taxes et leur mode de perception.

17. L'article 52 est remplacé par le texte suivant :

Article 52
Inventions brevetables

(1) Les brevets européens sont délivrés pour toute invention dans tous les domaines technologiques, à condition qu'elle soit nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle soit susceptible d'application industrielle.

(2) Ne sont pas considérés comme des inventions au sens du paragraphe 1 notamment :

a) les découvertes ainsi que les théories scientifiques et les méthodes mathématiques ;

b) les créations esthétiques ;

c) les plans, principes et méthodes dans l'exercice d'activités intellectuelles, en matière de jeu ou dans le domaine des activités économiques, ainsi que les programmes d'ordinateur ;

d) les présentations d'informations.

(3) Le paragraphe 2 n'exclut la brevetabilité des éléments qu'il énumère que dans la mesure où la demande de brevet européen ou le brevet européen ne concerne que l'un de ces éléments, considéré en tant que tel.

18. L'article 53 est remplacé par le texte suivant :

Article 53
Exceptions à la brevetabilité

Les brevets européens ne sont pas délivrés pour :

a) les inventions dont l'exploitation commerciale serait contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, une telle contradiction ne pouvant être déduite du seul fait que l'exploitation est interdite, dans tous les Etats contractants ou dans plusieurs d'entre eux, par une disposition légale ou réglementaire ;

b) les variétés végétales ou les races animales ainsi que les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, cette disposition ne s'appliquant pas aux procédés microbiologiques et aux produits obtenus par ces procédés ;

c) les méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ou animal et les méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal, cette disposition ne s'appliquant pas aux produits, notamment aux substances ou compositions, pour la mise en oeuvre d'une de ces méthodes.

19. L'article 54 est remplacé par le texte suivant :

Article 54
Nouveauté

(1) Une invention est considérée comme nouvelle si elle n'est pas comprise dans l'état de la technique.

(2) L'état de la technique est constitué par tout ce qui a été rendu accessible au public avant la date de dépôt de la demande de brevet européen par une description écrite ou orale, un usage ou tout autre moyen.

(3) Est également considéré comme compris dans l'état de la technique, le contenu de demandes de brevet européen telles qu'elles ont été déposées, qui ont une date de dépôt antérieure à celle mentionnée au paragraphe 2 et qui n'ont été publiées qu'à cette date ou qu'à une date postérieure.

(4) Les paragraphes 2 et 3 n'excluent pas la brevetabilité d'une substance ou composition comprise dans l'état de la technique pour la mise en oeuvre d'une méthode visée à l'article 53, lettre c), à condition que son utilisation pour l'une quelconque de ces méthodes ne soit pas comprise dans l'état de la technique.

(5) Les paragraphes 2 et 3 n'excluent pas non plus la brevetabilité d'une substance ou composition visée au paragraphe 4 pour toute utilisation spécifique dans toute méthode visée à l'article 53, lettre c), à condition que cette utilisation ne soit pas comprise dans l'état de la technique.

20. L'article 60 est remplacé par le texte suivant :

Article 60
Droit au brevet européen

(1) Le droit au brevet européen appartient à l'inventeur ou à son ayant cause. Si l'inventeur est un employé, le droit au brevet européen est défini selon le droit de l'Etat sur le territoire duquel l'employé exerce son activité principale; si l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité principale ne peut être déterminé, le droit applicable est celui de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'établissement de l'employeur auquel l'employé est attaché.

(2) Si plusieurs personnes ont réalisé l'invention indépendamment l'une de l'autre, le droit au brevet européen appartient à celle qui a déposé la demande de brevet européen dont la date de dépôt est la plus ancienne, sous réserve que cette première demande ait été publiée.

(3) Dans la procédure devant l'Office européen des brevets, le demandeur est réputé habilité à exercer le droit au brevet européen.

21. L'article 61 est remplacé par le texte suivant :

Article 61
Demande de brevet européen déposée par une personne non habilitée

(1) Si une décision passée en force de chose jugée a reconnu le droit à l'obtention du brevet européen à une personne autre que le demandeur, cette personne peut, conformément au règlement d'exécution :

a) poursuivre, aux lieu et place du demandeur, la procédure relative à la demande de brevet européen, en prenant cette demande à son compte,

b) déposer une nouvelle demande de brevet européen pour la même invention, ou

c) demander le rejet de la demande de brevet européen.

(2) L'article 76, paragraphe 1 est applicable à toute nouvelle demande de brevet européen déposée en vertu du paragraphe 1, lettre b).

22. L'article 65 est remplacé par le texte suivant :

Article 65
Traduction du brevet européen

(1) Tout Etat contractant peut prescrire, lorsque le brevet européen délivré, maintenu tel que modifié ou limité par l'Office européen des brevets n'est pas rédigé dans l'une de ses langues officielles, que le titulaire du brevet doit fournir à son service central de la propriété industrielle une traduction du brevet tel que délivré, modifié ou limité dans l'une de ses langues officielles, à son choix, ou, dans la mesure où cet Etat a imposé l'utilisation d'une langue officielle déterminée, dans cette dernière langue. La traduction doit être produite dans un délai de trois mois à compter de la date de publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen ou de son maintien tel qu'il a été modifié, ou de sa limitation, à moins que l'Etat considéré n'accorde un délai plus long.

(2) Tout Etat contractant qui a adopté des dispositions en vertu du paragraphe 1 peut prescrire que le titulaire du brevet acquitte, dans un délai fixé par cet Etat, tout ou partie des frais de publication de la traduction.

(3) Tout Etat contractant peut prescrire que, si les dispositions adoptées en vertu des paragraphes 1 et 2 ne sont pas observées, le brevet européen est, dès l'origine, réputé sans effet dans cet Etat.

23. L'article 67 est remplacé par le texte suivant :

Article 67
Droits conférés par la demande de brevet européen après sa publication

(1) A compter de sa publication, la demande de brevet européen assure provisoirement au demandeur, dans les Etats contractants désignés dans la demande de brevet, la protection prévue à l'article 64.

(2) Chaque Etat contractant peut prévoir que la demande de brevet européen n'assure pas la protection prévue à l'article 64. Toutefois, la protection attachée à la publication de la demande de brevet européen ne peut être inférieure à celle que la législation de l'Etat considéré attache à la publication obligatoire des demandes de brevet national non examinées. En tout état de cause, chaque Etat contractant doit, pour le moins, prévoir qu'à partir de la publication de la demande de brevet européen, le demandeur peut exiger une indemnité raisonnable, fixée suivant les circonstances.

de toute personne ayant exploité, dans cet Etat contractant, l'invention qui fait l'objet de la demande de brevet européen, dans des conditions qui, selon le droit national, mettraient en jeu sa responsabilité s'il s'agissait d'une contrefaçon d'un brevet national.

(3) Chaque Etat contractant qui n'a pas comme langue officielle la langue de la procédure peut prévoir que la protection provisoire visée aux paragraphes 1 et 2 n'est assurée qu'à partir de la date à laquelle une traduction des revendications, soit dans l'une des langues officielles de cet Etat, au choix du demandeur, soit, dans la mesure où l'Etat en question a imposé l'utilisation d'une langue officielle déterminée, dans cette dernière langue :

a) a été rendue accessible au public dans les conditions prévues par sa législation nationale, ou

b) a été remise à la personne exploitant, dans celui-ci, l'invention qui fait l'objet de la demande de brevet européen.

(4) Les effets de la demande de brevet européen prévus aux paragraphes 1 et 2 sont réputés nuls et non avenus lorsque la demande de brevet européen a été retirée, ou est réputée retirée, ou a été rejetée en vertu d'une décision passée en force de chose jugée. Il en est de même des effets de la demande de brevet européen dans un Etat contractant dont la désignation a été retirée ou est réputée retirée.

24. L'article 68 est remplacé par le texte suivant :

Article 68
Effets de la révocation ou de la limitation du brevet européen

La demande de brevet européen ainsi que le brevet européen auquel elle a donné lieu sont réputés n'avoir pas eu dès l'origine les effets prévus aux articles 64 et 67 dans toute la mesure où le brevet a été révoqué ou limité au cours d'une procédure d'opposition, de limitation ou de nullité.

25. L'article 69 est remplacé par le texte suivant :

Article 69
Etendue de la protection

(1) L'étendue de la protection conférée par le brevet européen ou par la demande de brevet européen est déterminée par les revendications. Toutefois, la description et les dessins servent à interpréter les revendications.

(2) Pour la période allant jusqu'à la délivrance du brevet européen, l'étendue de la protection conférée par la demande de brevet européen est déterminée par les revendications contenues dans la demande telle que publiée. Toutefois, le brevet européen tel que délivré ou tel que modifié au cours de la procédure d'opposition, de limitation ou de nullité détermine rétroactivement cette protection pour autant que celle-ci n'est pas étendue.

26. L'article 70 est remplacé par le texte suivant :

Article 70
Texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen faisant foi

(1) Le texte de la demande de brevet européen ou du brevet européen rédigé dans langue de la procédure est le texte qui fait foi dans toutes les procédures devant l'Office européen des brevets et dans tous les Etats contractants.

(2) Toutefois, si la demande de brevet européen a été déposée dans une langue qui n'est pas une des langues officielles de l'Office européen des brevets, ce texte constitue la demande telle qu'elle a été déposée, au sens de la présente convention.

(3) Tout Etat contractant peut prévoir qu'une traduction dans une langue officielle de cet Etat, ainsi qu'en dispose la présente convention, est considérée dans ledit Etat comme étant le texte qui fait foi, hormis les cas d'actions en nullité, si la demande de brevet européen ou le brevet européen dans la langue de la traduction confère une protection moins étendue que celle conférée par ladite demande ou par ledit brevet dans la langue de la procédure.

(4) Tout Etat contractant qui arrête une disposition en application du paragraphe 3,

a) doit permettre au demandeur ou au titulaire du brevet de produire une traduction révisée de la demande de brevet européen ou du brevet européen. Cette traduction révisée n'a pas d'effet juridique aussi longtemps que les conditions fixées par l'Etat contractant en application de l'article 65, paragraphe 2 et de l'article 67, paragraphe 3 n'ont pas été remplies ;

b) peut prévoir que celui qui, dans cet Etat, a, de bonne foi, commencé à exploiter une invention ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, sans que cette exploitation constitue une contrefaçon de la demande ou du brevet dans le texte de la traduction initiale, peut, après que la traduction révisée a pris effet, poursuivre à titre gratuit son exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci.

27. L'article 75 est remplacé par le texte suivant :

Article 75
Dépôt de la demande de brevet européen

(1) La demande de brevet européen peut être déposée :

a) soit auprès de l'Office européen des brevets ;

b) soit, si la législation d'un Etat contractant le permet, et sous réserve des dispositions de l'article 76, paragraphe 1, auprès du service central de la propriété industrielle ou des autres services compétents de cet Etat. Toute demande ainsi déposée a les mêmes effets que si elle avait été déposée à la même date à l'Office européen des brevets.

(2) Le paragraphe 1 ne peut faire obstacle à l'application des dispositions législatives ou réglementaires qui, dans un Etat contractant :

a) régissent les inventions qui ne peuvent, en raison de leur objet, être communiquées à l'étranger sans autorisation préalable des autorités compétentes de l'Etat en cause, ou

b) prescrivent que toute demande de brevet doit être initialement déposée auprès d'une autorité nationale, ou soumettent à une autorisation préalable le dépôt direct auprès d'une autre autorité.

28. L'article 76 est remplacé par le texte suivant :

Article 76
Demandes divisionnaires européennes

(1) Toute demande divisionnaire de brevet européen doit être déposée directement auprès de l'Office européen des brevets conformément au règlement d'exécution. Elle ne peut être déposée que pour des éléments qui ne s'étendent pas au-delà du contenu de la demande antérieure telle qu'elle a été déposée ; dans la mesure où il est satisfait à cette exigence, la demande divisionnaire est considérée comme déposée à la date de dépôt de la demande antérieure et bénéficie du droit de priorité.

(2) Tous les Etats contractants désignés dans la demande antérieure lors du dépôt d'une demande divisionnaire de brevet européen sont réputés désignés dans la demande divisionnaire.

29. L'article 77 est remplacé par le texte suivant :

Article 77
Transmission des demandes de brevet européen

(1) Le service central de la propriété industrielle de l'Etat contractant transmet à l'Office européen des brevets les demandes de brevet européen déposées auprès dudit service ou auprès de tout autre service compétent de cet Etat, conformément au règlement d'exécution.

(2) Toute demande de brevet européen dont l'objet a été mis au secret n'est pas transmise à l'Office européen des brevets.

(3) Toute demande de brevet européen qui n'est pas transmise à l'Office européen des brevets dans les délais est réputée retirée.

30. L'article 78 est remplacé par le texte suivant :

Article 78
Conditions auxquelles doit satisfaire la demande de brevet européen

(1) La demande de brevet européen doit contenir :

a) une requête en délivrance d'un brevet européen ;

b) une description de l'invention ;

c) une ou plusieurs revendications ;

d) les dessins auxquels se réfèrent la description ou les revendications ;

e) un abrégé,

et satisfaire aux conditions prévues par le règlement d'exécution.

(2) La demande de brevet européen donne lieu au paiement de la taxe de dépôt et de la taxe de recherche. Si la taxe de dépôt ou la taxe de recherche n'a pas été acquittée dans les délais, la demande est réputée retirée.

31. L'article 79 est remplacé par le texte suivant :

Article 79
Désignation des Etats contractants

(1) Tous les Etats contractants parties à la présente convention lors du dépôt de la demande de brevet européen sont réputés désignés dans la requête en délivrance du brevet européen.

(2) La désignation d'un Etat contractant peut donner lieu au paiement d'une taxe de désignation.

(3) La désignation d'un Etat contractant peut être retirée à tout moment jusqu'à la délivrance du brevet européen.

32. L'article 80 est remplacé par le texte suivant :

Article 80
Date de dépôt

La date de dépôt d'une demande de brevet européen est celle à laquelle les conditions prévues par le règlement d'exécution sont remplies.

33. L'article 86 est remplacé par le texte suivant :

Article 86
Taxes annuelles pour la demande de brevet européen

(1) Des taxes annuelles doivent, conformément au règlement d'exécution, être payées à l'Office européen des brevets pour toute demande de brevet européen. Ces taxes sont dues pour la troisième année, à compter de la date de dépôt de la demande, et pour chacune des années suivantes. Si une taxe annuelle n'a pas été acquittée dans les délais, la demande est réputée retirée.

(2) Aucune taxe annuelle n'est exigible après le paiement de celle qui doit être acquittée au titre de l'année au cours de laquelle est publiée la mention de la délivrance du brevet européen.

34. L'article 87 est remplacé par le texte suivant :

Article 87
Droit de priorité

(1) Celui qui a régulièrement déposé, dans ou pour

a) un Etat partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou

b) un membre de l'Organisation mondiale du commerce,

une demande de brevet d'invention, de modèle d'utilité ou de certificat d'utilité, ou son ayant cause, jouit, pour effectuer le dépôt d'une demande de brevet européen pour la même invention, d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois à compter de la date de dépôt de la première demande.

(2) Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité, tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la législation nationale de l'Etat dans lequel il a été effectué ou d'accords bilatéraux ou multilatéraux, y compris la présente convention.

(3) Par dépôt national régulier, on doit entendre tout dépôt qui suffit à établir la date à laquelle la demande a été déposée, quel que soit le sort ultérieur de cette demande.

(4) Est considérée comme première demande, dont la date de dépôt est le point de départ du délai de priorité, une demande ultérieure ayant le même objet qu'une première demande antérieure, déposée dans ou pour le même Etat, à la condition que cette demande antérieure, à la date de dépôt de la demande ultérieure, ait été retirée, abandonnée ou refusée, sans avoir été soumise à l'inspection publique et sans laisser subsister de droits, et qu'elle n'ait pas encore servi de base pour la revendication du droit de priorité. La demande antérieure ne peut plus alors servir de base pour la revendication du droit de priorité.

(5) Si le premier dépôt a été effectué auprès d'un service de la propriété industrielle qui n'est pas lié par la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou par l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, les paragraphes 1 à 4 s'appliquent si, suivant une communication émanant du Président de l'Office européen des brevets, ce service reconnaît qu'un premier dépôt effectué auprès de l'Office européen des brevets donne naissance à un droit de priorité soumis à des conditions e ayant des effets équivalents à ceux prévus par la Convention de Paris.

35. L'article 88 est remplacé par le texte suivant :

Article 88
Revendication de priorité

(1) Le demandeur qui veut se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur est tenu de produire une déclaration de priorité et tout autre document exigé, conformément au règlement d'exécution.

(2) Des priorités multiples peuvent être revendiquées pour une demande de brevet européen même si elles proviennent d'Etats différents. Le cas échéant, des priorités multiples peuvent être revendiquées pour une même revendication. Si des priorités multiples sont revendiquées, les délais qui ont pour point de départ la date de priorité sont calculés à compter de la date de la priorité la plus ancienne.

(3) Lorsqu'une ou plusieurs priorités sont revendiquées pour la demande de brevet européen, le droit de priorité ne couvre que les éléments de la demande de brevet européen qui sont contenus dans la demande ou dans les demandes dont la priorité est revendiquée.

(4) Si certains éléments de l'invention pour lesquels la priorité est revendiquée ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande antérieure, il suffit, pour que la priorité puisse être accordée, que l'ensemble des pièces de la demande antérieure révèle d'une façon précise lesdits éléments.

36. L'article 90 est remplacé par le texte suivant :

Article 90
Examen lors du dépôt et quant aux exigences de forme

(1) L'Office européen des brevets examine conformément au règlement d'exécution si la demande remplit les conditions pour que lui soit accordée une date de dépôt.

(2) Si une date de dépôt ne peut être accordée après que l'examen au titre du paragraphe 1 a été effectué, la demande n'est pas traitée en tant que demande de brevet européen.

(3) Si une date de dépôt a été accordée à la demande de brevet européen, l'Office européen des brevets examine conformément au règlement d'exécution s'il est satisfait aux exigences des articles 14, 78, 81 et, le cas échéant, des articles 88, paragraphe 1 et 133, paragraphe 2, ainsi qu'à toute autre exigence prévue par le règlement d'exécution.

(4) Lorsque l'Office européen des brevets constate, lors de l'examen effectué au titre des paragraphes 1 ou 3, l'existence d'irrégularités auxquelles il peut être remédié, il donne au demandeur la possibilité de remédier à ces irrégularités.

(5) Lorsqu'il n'est pas remédié à une irrégularité constatée lors de l'examen effectué au titre du paragraphe 3, la demande de brevet européen est rejetée. Lorsque l'irrégularité concerne le droit de priorité, elle entraîne la perte de ce droit pour la demande.

37. L'article 91 est supprimé.

38. L'article 92 est remplacé par le texte suivant :

Article 92
Etablissement du rapport de recherche européenne

L'Office européen des brevets établit et publie, conformément au règlement d'exécution, un rapport de recherche européenne relatif à la demande de brevet européen sur la base des revendications, en tenant dûment compte de la description et, le cas échéant, des dessins existants.

39. L'article 93 est remplacé par le texte suivant :

Article 93
Publication de la demande de brevet européen

(1) L'Office européen des brevets publie la demande de brevet européen dès que possible

a) après l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de dépôt ou, si une priorité a été revendiquée, à compter de la date de priorité ou

b) avant l'expiration de ce délai sur requête du demandeur.

(2) La demande de brevet européen est publiée à la même date que le fascicule du brevet européen lorsque la décision relative à la délivrance du brevet européen prend effet avant l'expiration du délai visé au paragraphe 1, lettre a).

40. L'article 94 est remplacé par le texte suivant :

Article 94
Examen de la demande de brevet européen

(1) Sur requête, l'Office européen des brevets examine conformément au règlement d'exécution si la demande de brevet européen et l'invention qui en fait l'objet satisfont aux conditions prévues par la présente convention. La requête n'est considérée comme présentée qu'après le paiement de la taxe d'examen.

(2) Lorsque la requête n'est pas présentée dans les délais, la demande est réputée retirée.

(3) S'il résulte de l'examen que la demande ou l'invention qui en fait l'objet ne satisfait pas aux conditions prévues par la présente convention, la division d'examen invite le demandeur, aussi souvent qu'il est nécessaire, à présenter ses observations et, sous réserve des dispositions de l'article 123, paragraphe 1, à modifier la demande.

(4) Si le demandeur ne répond pas dans les délais à une notification de la division d'examen, la demande est réputée retirée.

41. Les articles 95 et 96 sont supprimés.

42. L'article 97 est remplacé par le texte suivant :

Article 97
Délivrance du brevet ou
rejet de la demande

(1) Si la division d'examen estime que la demande de brevet européen et l'invention qui en fait l'objet satisfont aux conditions prévues par la présente convention, elle décide de délivrer le brevet européen à condition que les exigences prévues par le règlement d'exécution soient remplies.

(2) Si la division d'examen estime que la demande de brevet européen ou l'invention qui en fait l'objet ne satisfait pas aux conditions prévues par la présente convention, elle rejette la demande, à moins que des sanctions différentes du rejet ne soient prévues par la présente convention.

(3) La décision relative à la délivrance du brevet européen prend effet au jour de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance.

43. L'article 98 est remplacé par le texte suivant :

Article 98
Publication du fascicule du brevet européen

L'Office européen des brevets publie le fascicule du brevet européen dès que possible après la publication de la mention de la délivrance du brevet européen au Bulletin européen des brevets.

44. Le titre de la cinquième partie est remplacé par le texte suivant :

CINQUIEME PARTIE

PROCEDURE D'OPPOSITION
ET DE LIMITATION

45. L'article 99 est remplacé par le texte suivant :

Article 99
Opposition

(1) Dans un délai de neuf mois à compter de la publication de la mention de la délivrance du brevet européen au Bulletin européen des brevets, toute personne peut faire opposition à ce brevet auprès de l'Office européen des brevets, conformément au règlement d'exécution. L'opposition n'est réputée formée qu'après paiement de la taxe d'opposition.

(2) L'opposition au brevet européen affecte ce brevet dans tous les Etats contractants dans lesquels il produit ses effets.

(3) Les tiers qui ont fait opposition sont parties, avec le titulaire du brevet, à la procédure d'opposition.

(4) Si une personne apporte la preuve que, dans un Etat contractant, elle est inscrite au registre des brevets, en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, aux lieu et place du titulaire précédent, elle est, sur requête, substituée à ce dernier pour ledit Etat. Nonobstant les dispositions de l'article 118, le titulaire précédent du brevet et la personne qui fait ainsi valoir ses droits ne sont pas considérés comme copropriétaires, à moins qu'ils ne demandent tous deux à l'être.

46. L'article 101 est remplacé par le texte suivant :

Article 101
Examen de l'opposition -
Révocation ou maintien du brevet européen

(1) Si l'opposition est recevable, la division d'opposition examine conformément au règlement d'exécution si au moins un motif d'opposition visé à l'article 100 s'oppose au maintien du brevet européen. Au cours de cet examen, la division d'opposition invite les

parties, aussi souvent qu'il est nécessaire, à présenter leurs observations sur les notifications qu'elle leur a adressées ou sur les communications qui émanent d'autres parties.

(2) Si la division d'opposition estime qu'au moins un motif d'opposition s'oppose au maintien du brevet européen, elle révoque le brevet. Dans le cas contraire, elle rejette l'opposition.

(3) Si la division d'opposition estime que, compte tenu des modifications apportées par le titulaire du brevet au cours de la procédure d'opposition, le brevet et l'invention qui en fait l'objet

a) satisfont aux conditions de la présente convention, elle décide de maintenir le brevet tel qu'il a été modifié, à condition que les exigences prévues par le règlement d'exécution soient remplies ;

b) ne satisfont pas aux conditions de la présente convention, elle révoque le brevet.

47. L'article 102 est supprimé.

48. L'article 103 est remplacé par le texte suivant :

Article 103
Publication d'un nouveau fascicule du brevet européen

Si le brevet européen a été maintenu tel qu'il a été modifié en vertu de l'article 101, paragraphe 3, lettre a), l'Office européen des brevets publie un nouveau fascicule du brevet européen dès que possible après que la mention de la décision concernant l'opposition a été publiée au Bulletin européen des brevets.

49. L'article 104 est remplacé par le texte suivant :

Article 104
Frais

(1) Chacune des parties à la procédure d'opposition supporte les frais qu'elle a exposés, à moins que la division d'opposition, conformément au règlement d'exécution, n'arrête, dans la mesure où l'équité l'exige, une répartition différente des frais.

(2) Le règlement d'exécution détermine la procédure de fixation des frais.

(3) Toute décision finale de l'Office européen des brevets fixant le montant des frais est, aux fins de son exécution dans les Etats contractants, réputée être une décision passée en force de chose jugée rendue par une juridiction civile de l'Etat sur le territoire duquel cette exécution doit être poursuivie. Le contrôle d'une telle décision ne peut porter que sur son authenticité.

50. L'article 105 est remplacé par le texte suivant :

Article 105
Intervention du contrefacteur présumé

(1) Tout tiers peut, après l'expiration du délai d'opposition, intervenir dans la procédure d'opposition conformément au règlement d'exécution, à condition qu'il apporte la preuve

a) qu'une action en contrefaçon fondée sur ce brevet a été introduite à son encontre, ou

b) qu'après avoir été requis par le titulaire du brevet de cesser la contrefaçon alléguée de ce brevet, il a introduit à l'encontre dudit titulaire une action tendant à faire constater qu'il n'est pas contrefacteur.

(2) Une intervention recevable est assimilée à une opposition.

51. Les nouveaux articles 105bis, 105ter et 105quater suivants sont insérés à la suite de l'article 105 :

Article 105bis
Requête en limitation ou en révocation

(1) Sur requête du titulaire du brevet, le brevet européen peut être révoqué ou limité sous la forme d'une modification des revendications. La requête doit être présentée auprès de l'Office européen des brevets conformément au règlement d'exécution. Elle n'est réputée présentée que lorsque la taxe de limitation ou de révocation a été acquittée.

(2) La requête ne peut être présentée tant qu'une procédure d'opposition relative au brevet européen est pendante.

Article 105ter
Limitation ou révocation du brevet européen

(1) L'Office européen des brevets examine si les conditions requises dans le règlement d'exécution pour une limitation ou la révocation du brevet européen sont remplies.

(2) Si l'Office européen des brevets estime que la requête en limitation ou en révocation du brevet européen répond à ces conditions, il décide, conformément au règlement d'exécution, de limiter ou de révoquer le brevet européen. Dans le cas contraire, il rejette la requête.

(3) La décision relative à la limitation ou à la révocation affecte le brevet européen avec effet dans tous les Etats contractants pour lesquels il a été délivré. Elle prend effet à la date de la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la décision.

Article 105quater
Publication d'un fascicule de brevet européen modifié

Lorsque le brevet européen a été limité en vertu de l'article 105ter, paragraphe 2, l'Office européen des brevets publie le fascicule de brevet européen modifié dès que possible après la publication de la mention de la limitation au Bulletin européen des brevets.

52. L'article 106 est remplacé par le texte suivant :

Article 106
Décisions susceptibles de recours

(1) Les décisions de la section de dépôt, des divisions d'examen, des divisions d'opposition et de la division juridique sont susceptibles de recours. Le recours a un effet suspensif.

(2) Une décision qui ne met pas fin à une procédure à l'égard d'une des parties ne peut faire l'objet d'un recours qu'avec la décision finale, à moins que ladite décision ne prévoie un recours indépendant.

(3) Le droit de former recours contre des décisions portant sur la répartition ou la fixation des frais de la procédure d'opposition peut être limité dans le règlement d'exécution.

53. L'article 108 est remplacé par le texte suivant :

Article 108
Délai et forme

Le recours doit être formé, conformément au règlement d'exécution, auprès de l'Office européen des brevets dans un délai de deux mois à compter de la signification de la décision. Le recours n'est considéré comme formé qu'après le paiement de la taxe de recours. Un mémoire exposant les motifs du recours doit être déposé dans un délai de quatre mois à compter de la signification de la décision, conformément au règlement d'exécution.

54. L'article 110 est remplacé par le texte suivant :

Article 110
Examen du recours

Si le recours est recevable, la chambre de recours examine s'il peut y être fait droit. L'examen du recours se déroule conformément au règlement d'exécution.

55. Le nouvel article 112bis suivant est inséré à la suite de l'article 112 :

Article 112bis
Requête en révision par la Grande Chambre de recours

(1) Toute partie à une procédure de recours, aux prétentions de laquelle la décision de la chambre de recours n'a pas fait droit, peut présenter une requête en révision de la décision par la Grande Chambre de recours.

(2) La requête ne peut être fondée que sur l'un des motifs suivants :

a) un membre de la chambre de recours a participé à la décision en violation de l'article 24, paragraphe 1 ou malgré son exclusion suivant une décision au titre de l'article 24, paragraphe 4 ;

b) une personne n'ayant pas qualité de membre des chambres de recours a participé à la décision ;

c) la procédure de recours a été entachée d'une violation fondamentale de l'article 113 ;

d) la procédure de recours a été entachée d'un autre vice fondamental de procédure tel que défini dans le règlement d'exécution ; ou

e) une infraction pénale établie dans les conditions prévues au règlement d'exécution a pu avoir une incidence sur la décision.

(3) La requête en révision n'a pas d'effet suspensif.

(4) La requête doit être présentée et motivée conformément au règlement d'exécution. Si la requête est basée sur le paragraphe 2, lettres a) à d), elle doit être présentée dans un délai de deux mois à compter de la signification de la décision de la chambre de recours. Si la requête est basée sur le paragraphe 2, lettre e), elle doit être présentée dans un délai de deux mois après que l'infraction pénale a été établie et en toute hypothèse pas plus de cinq ans après la signification de la décision de la chambre de recours. La requête en révision n'est pas réputée avoir été présentée avant que la taxe prescrite n'ait été payée.

(5) La Grande Chambre de recours examine la requête en révision conformément au règlement d'exécution. Si la requête est fondée, la Grande Chambre de recours annule la décision faisant l'objet de la révision et rouvre, conformément au règlement d'exécution, la procédure devant les chambres de recours.

(6) Quiconque, dans un Etat contractant désigné, a, de bonne foi, dans la période entre la décision de la chambre de recours faisant l'objet de la révision et la publication de la mention de la décision de la Grande Chambre de recours sur la requête en révision, commencé à exploiter ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux pour

exploiter l'invention qui fait l'objet d'une demande de brevet européen publiée ou d'un brevet européen, peut, à titre gratuit, poursuivre cette exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de son entreprise.

56. L'article 115 est remplacé par le texte suivant :

Article 115
Observations des tiers

Après la publication de la demande de brevet européen, tout tiers peut, dans toute procédure devant l'Office européen des brevets, présenter, conformément au règlement d'exécution, des observations sur la brevetabilité de l'invention faisant l'objet de la demande ou du brevet. Le tiers n'acquiert pas la qualité de partie à la procédure.

57. L'article 117 est remplacé par le texte suivant :

Article 117
Moyens de preuve et instruction

(1) Dans les procédures devant l'Office européen des brevets, les mesures d'instruction suivantes peuvent notamment être prises :

a) l'audition des parties ;

b) la demande de renseignements ;

c) la production de documents ;

d) l'audition de témoins ;

e) l'expertise ;

f) la descente sur les lieux ;

g) les déclarations écrites faites sous la foi du serment.

(2) Le règlement d'exécution détermine la procédure relative à l'instruction.

58. L'article 119 est remplacé par le texte suivant :

Article 119
Signification

Les décisions, citations, notifications et communications sont signifiées d'office par l'Office européen des brevets conformément au règlement d'exécution. Les significations peuvent être faites, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, par l'intermédiaire des services centraux de la propriété industrielle des Etats contractants.

59. L'article 120 est remplacé par le texte suivant :

Article 120
Délais

Le règlement d'exécution détermine :

a) les délais qui doivent être observés dans les procédures devant l'Office européen des brevets et qui ne sont pas fixés par la présente convention ;

b) le mode de calcul des délais ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent être prorogés ;

c) la durée minimale et maximale des délais qui sont impartis par l'Office européen des brevets.

60. L'article 121 est remplacé par le texte suivant :

Article 121
Poursuite de la procédure de la demande de brevet européen

(1) Lorsque le demandeur n'a pas observé un délai à respecter à l'égard de l'Office européen des brevets, il peut requérir la poursuite de la procédure relative à la demande de brevet européen.

(2) L'Office européen des brevets fait droit à la requête lorsque les conditions prévues dans le règlement d'exécution sont remplies. Dans le cas contraire, il rejette la requête.

(3) Lorsqu'il est fait droit à la requête, les conséquences de l'inobservation du délai sont réputées ne pas s'être produites.

(4) Sont exclus de la poursuite de la procédure, les délais prévus aux articles 87, paragraphe 1, 108 et 112bis, paragraphe 4, ainsi que les délais de présentation de la requête en poursuite de la procédure et de la requête en restitutio in integrum. Le règlement d'exécution peut exclure d'autres délais de la poursuite de la procédure.

61. L'article 122 est remplacé par le texte suivant :

Article 122
Restitutio in integrum

(1) Le demandeur ou le titulaire d'un brevet européen qui, bien qu'ayant fait preuve de toute la vigilance nécessitée par les circonstances, n'a pas été en mesure d'observer un délai à l'égard de l'Office européen des brevets est, sur requête, rétabli dans ses droits si l'inobservation de ce délai a pour conséquence directe le rejet de la demande de brevet européen ou d'une requête, le fait que la demande de brevet européen est réputée retirée, la révocation du brevet européen, la perte de tout autre droit ou d'un moyen de recours.

(2) L'Office européen des brevets fait droit à la requête lorsque les conditions requises au paragraphe 1 et les exigences prévues par le règlement d'exécution sont remplies. Dans le cas contraire, il rejette la requête.

(3) Lorsqu'il est fait droit à la requête, les conséquences de l'inobservation du délai sont réputées ne pas s'être produites.

(4) Est exclu de la restitutio in integrum, le délai de présentation de la requête en restitutio in integrum. Le règlement d'exécution peut exclure d'autres délais de la restitutio in integrum.

(5) Quiconque, dans un Etat contractant désigné, a, de bonne foi, dans la période entre la perte d'un droit visé au paragraphe 1 et la publication de la mention du rétablissement dudit droit, commencé à exploiter ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux pour exploiter l'invention qui fait l'objet d'une demande de brevet européen publiée ou d'un brevet européen, peut, à titre gratuit, poursuivre cette exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de son entreprise.

(6) Le présent article n'affecte pas le droit pour un Etat contractant d'accorder la restitutio in integrum quant aux délais prévus par la présente convention et qui doivent être observés vis-à-vis des autorités de cet Etat.

62. L'article 123 est remplacé par le texte suivant :

Article 123
Modifications

(1) La demande de brevet européen ou le brevet européen peut être modifié dans les procédures devant l'Office européen des brevets conformément au règlement d'exécution. En tout état de cause, le demandeur peut, de sa propre initiative, modifier au moins une fois la demande.

(2) La demande de brevet européen ou le brevet européen ne peut être modifié de manière que son objet s'étende au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée.

(3) Le brevet européen ne peut être modifié de façon à étendre la protection qu'il confère.

63. L'article 124 est remplacé par le texte suivant :

Article 124
Informations sur l'état de la technique

(1) L'Office européen des brevets peut inviter le demandeur, conformément au règlement d'exécution, à lui communiquer des informations sur l'état de la technique qui a été pris en considération dans des procédures de brevet nationales ou régionales et qui porte sur une invention faisant l'objet de la demande de brevet européen.

(2) Si, dans le délai qui lui a été imparti, le demandeur ne défère pas à l'invitation visée au paragraphe 1, la demande de brevet européen est réputée retirée.

64. L'article 126 est supprimé.

65. L'article 127 est remplacé par le texte suivant :

Article 127
Registre européen des brevets

L'Office européen des brevets tient un Registre européen des brevets, où toutes les indications mentionnées dans le règlement d'exécution sont inscrites. Aucune inscription n'est portée au Registre européen des brevets avant que la demande européenne ait été publiée. Le Registre européen des brevets est ouvert à l'inspection publique.

66. L'article 128 est remplacé par le texte suivant :

Article 128
Inspection publique

(1) Les dossiers relatifs à des demandes de brevet européen qui n'ont pas encore été publiées ne peuvent être ouverts à l'inspection publique qu'avec l'accord du demandeur.

(2) Quiconque prouve que le demandeur s'est prévalu de sa demande de brevet européen à son encontre peut consulter le dossier dès avant la publication de cette demande et sans l'accord du demandeur.

(3) Lorsqu'une demande divisionnaire ou une nouvelle demande de brevet européen déposée en vertu de l'article 61, paragraphe 1 est publiée, toute personne peut consulter le dossier de la demande initiale avant la publication de cette demande et sans l'accord du demandeur.

(4) Après la publication de la demande de brevet européen, les dossiers de la demande et du brevet européen auquel elle a donné lieu peuvent, sur requête, être ouverts à l'inspection publique, sous réserve des restrictions prévues par le règlement d'exécution.

(5) L'Office européen des brevets peut, avant même la publication de la demande de brevet européen, communiquer à des tiers ou publier les indications mentionnées dans le règlement d'exécution.

67. L'article 129 est remplacé par le texte suivant :

Article 129
Publications périodiques

L'Office européen des brevets publie périodiquement :

a) un Bulletin européen des brevets contenant les indications dont la publication est prescrite par la présente convention, le règlement d'exécution ou le Président de l'Office européen des brevets ;

b) un Journal officiel contenant les communications et les informations d'ordre général émanant du Président de l'Office européen des brevets ainsi que toutes autres informations relatives à la présente convention et à son application.

68. L'article 130 est remplacé par le texte suivant :

Article 130
Echange d'informations

(1) Sauf dispositions contraires de la présente convention ou des législations nationales, l'Office européen des brevets et les services centraux de la propriété industrielle des Etats contractants se communiquent, sur requête, toutes informations utiles sur des demandes de brevets européens ou nationaux et des brevets européens ou nationaux ainsi que les procédures les concernant.

(2) Le paragraphe 1 s'applique à l'échange d'informations, en vertu d'accords de travail, entre l'Office européen des brevets, d'une part, et, d'autre part :

a) les services centraux de la propriété industrielle d'autres Etats ;

b) toute organisation intergouvernementale chargée de la délivrance de brevets ;

c) toute autre organisation.

(3) Les communications d'informations faites conformément au paragraphe 1 et au paragraphe 2, lettres a) et b) ne sont pas soumises aux restrictions prévues à l'article 128. Le Conseil d'administration peut décider que les communications faites conformément au paragraphe 2, lettre c) ne sont pas soumises aux restrictions prévues à l'article 128, à condition que l'organisation intéressée s'engage à considérer les informations communiquées comme confidentielles jusqu'à la date de publication de la demande de brevet européen.

69. L'article 133 est remplacé par le texte suivant :

Article 133
Principes généraux relatifs à la représentation

(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, nul n'est tenu de se faire représenter par un mandataire agréé dans les procédures instituées par la présente convention.

(2) Les personnes physiques et morales qui n'ont ni leur domicile ni leur siège dans un Etat contractant doivent être représentées par un mandataire agréé, et agir par son entremise, dans toute procédure instituée par la présente convention, sauf pour le dépôt d'une demande de brevet européen ; d'autres exceptions peuvent être prévues par le règlement d'exécution.

(3) Les personnes physiques et morales qui ont leur domicile ou leur siège dans un Etat contractant peuvent agir par l'entremise d'un employé dans toute procédure instituée par la présente convention ; cet employé, qui doit disposer d'un pouvoir conforme aux dispositions du règlement d'exécution, n'est pas tenu d'être un mandataire agréé. Le règlement d'exécution peut prévoir si et dans quelles conditions l'employé d'une personne morale visée au présent paragraphe peut également agir pour d'autres personnes morales qui ont leur siège dans un Etat contractant et ont des liens économiques avec elle.

(4) Des dispositions particulières relatives à la représentation commune de parties agissant en commun peuvent être fixées par le règlement d'exécution.

70. L'article 134 est remplacé par le texte suivant :

Article 134
Représentation devant l'Office européen des brevets

(1) La représentation de personnes physiques ou morales dans les procédures instituées par la présente convention ne peut être assurée que par les mandataires agréés inscrits sur une liste tenue à cet effet par l'Office européen des brevets.

(2) Toute personne physique qui

a) possède la nationalité d'un Etat contractant,

b) a son domicile professionnel ou le lieu de son emploi dans un Etat contractant et

c) a satisfait aux épreuves de l'examen européen de qualification,

peut être inscrite sur la liste des mandataires agréés.

(3) Pendant une période d'un an à compter de la date à laquelle l'adhésion d'un Etat à la présente convention prend effet, peut demander à être inscrite sur la liste des mandataires agréés, toute personne physique qui

a) possède la nationalité d'un Etat contractant,

b) a son domicile professionnel ou le lieu de son emploi dans l'Etat ayant adhéré à la convention et

c) est habilitée à représenter en matière de brevets d'invention des personnes physiques ou morales devant le service central de la propriété industrielle de cet Etat. Dans le cas où cette habilitation n'est pas subordonnée à l'exigence d'une qualification professionnelle spéciale, cette personne doit avoir agi dans cet Etat en tant que représentant à titre habituel pendant cinq ans au moins.

(4) L'inscription est faite sur requête accompagnée d'attestations indiquant que les conditions visées au paragraphe 2 ou 3 sont remplies.

(5) Les personnes qui sont inscrites sur la liste des mandataires agréés sont habilitées à agir dans toute procédure instituée par la présente convention.

(6) Aux fins d'agir en qualité de mandataire agréé, toute personne inscrite sur la liste visée au paragraphe 1 est habilitée à avoir un domicile professionnel dans un Etat contractant dans lequel se déroulent les procédures instituées par la présente convention, compte tenu du protocole sur la centralisation annexé à la présente convention. Les autorités de cet Etat ne peuvent retirer cette habilitation que dans des cas particuliers et en vertu de la législation nationale relative à l'ordre public et à la sécurité publique. Le Président de l'Office européen des brevets doit être consulté avant qu'une telle mesure soit prise.

(7) Le Président de l'Office européen des brevets peut consentir une dérogation :

a) à l'exigence visée au paragraphe 2, lettre a) ou paragraphe 3, lettre a) dans des cas tenant à une situation particulière ;

b) à l'exigence visée au paragraphe 3, lettre c), deuxième phrase, si le candidat apporte la preuve qu'il a acquis d'une autre manière les qualifications requises.

(8) La représentation au même titre qu'un mandataire agréé dans les procédures instituées par la présente convention peut être assurée par tout avocat habilité à exercer dans l'un des Etats contractants et y possédant son domicile professionnel, dans la mesure où il peut agir dans ledit Etat en qualité de mandataire en matière de brevets d'invention. Les dispositions du paragraphe 6 sont applicables.

71. Le nouvel article 134bis suivant est inséré à la suite de l'article 134 :

Article 134bis
Institut des mandataires agréés près l'Office européen des brevets.

(1) Le Conseil d'administration a compétence pour arrêter et modifier des disposition relatives :

a) à l'Institut des mandataires agréés près l'Office européen des brevets, ci-après dénommé l'Institut ;

b) à la qualification et à la formation exigées pour l'admission à l'examen européen de qualification et à l'organisation des épreuves de cet examen ;

c) au pouvoir disciplinaire de l'Institut ou de l'Office européen des brevets sur les mandataires agréés ;

d) à l'obligation de confidentialité du mandataire agréé et au droit du mandataire agréé de refuser de divulguer dans des procédures devant l'Office européen des brevets les communications échangées entre lui et son client ou toute autre personne.

(2) Toute personne inscrite sur la liste des mandataires agréés visée à l'article 134, paragraphe 1 est membre de l'Institut.

72. L'article 135 est remplacé par le texte suivant :

Article 135
Demande d'engagement de la procédure nationale

(1) Le service central de la propriété industrielle d'un Etat contractant désigné engage, sur requête du demandeur ou du titulaire d'un brevet européen, la procédure de délivrance d'un brevet national dans les cas suivants :

a) si la demande de brevet européen est réputée retirée en vertu de l'article 77, paragraphe 3 ;

b) dans les autres cas prévus par la législation nationale où, en vertu de la présente convention, la demande de brevet européen est soit rejetée, soit retirée, soit réputée retirée ou le brevet européen révoqué.

(2) Dans le cas visé au paragraphe 1, lettre a), la requête doit être présentée au service central national de la propriété industrielle auprès duquel la demande de brevet européen avait été déposée. Sous réserve des dispositions de la législation nationale relatives à la défense nationale, ce service transmet directement la requête aux services centraux des Etats contractants qui y sont mentionnés.

(3) Dans les cas visés au paragraphe 1, lettre b), la requête en transformation doit être présentée à l'Office européen des brevets conformément au règlement d'exécution. Elle n'est réputée présentée qu'après le paiement de la taxe de transformation. L'Office européen des brevets transmet la requête aux services centraux de la propriété industrielle des Etats qui y sont mentionnés.

(4) La demande de brevet européen cesse de produire les effets visés à l'article 66 si la requête en transformation n'est pas transmise dans les délais.

73. L'article 136 est supprimé.

74. L'article 137 est remplacé par le texte suivant :

Article 137
Conditions de forme de la transformation

(1) Une demande de brevet européen transmise conformément à l'article 135, paragraphe 2 ou 3 ne peut, quant à sa forme, être soumise par la loi nationale à des conditions différentes de celles qui sont prévues par la présente convention ou à des conditions supplémentaires.

(2) Le service central de la propriété industrielle auquel la demande est transmise peut exiger que, dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois, le demandeur :

a) acquitte la taxe nationale de dépôt ;

b) produise, dans l'une des langues officielles de l'Etat en cause, une traduction du texte original de la demande de brevet européen ainsi que, le cas échéant, une traduction du texte modifié au cours de la procédure devant l'Office européen des brevets, sur la base duquel il désire que se déroule la procédure nationale.

75. L'article 138 est remplacé par le texte suivant :

Article 138
Nullité des brevets européens

(1) Sous réserve des dispositions de l'article 139, le brevet européen ne peut être déclaré nul, avec effet pour un Etat contractant, que si :

a) l'objet du brevet européen n'est pas brevetable aux termes des articles 52 à 57 ;

b) le brevet européen n'expose pas l'invention de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter ;

c) l'objet du brevet européen s'étend au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée ou, lorsque le brevet a été délivré sur la base d'une demande divisionnaire ou d'une nouvelle demande déposée conformément à l'article 61, si l'objet du brevet s'étend au-delà du contenu de la demande antérieure telle qu'elle a été déposée ;

d) la protection conférée par le brevet européen a été étendue ; ou

e) le titulaire du brevet européen n'avait pas le droit de l'obtenir aux termes de l'article 60, paragraphe 1.

(2) Si les motifs de nullité n'affectent le brevet européen qu'en partie, celui-ci est limité sous la forme d'une modification correspondante des revendications et est déclaré partiellement nul.

(3) Dans les procédures devant la juridiction ou l'administration compétente concernant la validité du brevet européen, le titulaire du brevet est habilité à limiter le brevet en modifiant les revendications. Le brevet ainsi limité sert de base à la procédure.

76. L'article 140 est remplacé par le texte suivant :

Article 140
Modèles d'utilité et certificats d'utilité nationaux

Les articles 66, 124, 135, 137 et 139 sont applicables aux modèles d'utilité ou aux certificats d'utilité ainsi qu'aux demandes correspondantes, dans les Etats contractants dont la législation prévoit de tels titres de protection.

77. L'article 141 est remplacé par le texte suivant :

Article 141
Taxes annuelles pour le brevet européen

(1) Les taxes annuelles dues au titre du brevet européen ne peuvent être perçues que pour les années suivant celle qui est visée à l'article 86, paragraphe 2.

(2) Si des taxes annuelles dues au titre du brevet européen viennent à échéance dans les deux mois à compter de la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet a été publiée, lesdites taxes annuelles sont réputées avoir été valablement acquittées sous réserve d'être payées dans le délai mentionné. Il n'est perçu aucune surtaxe prévue au titre d'une réglementation nationale.

78. Le nouvel article 149bis suivant est inséré à la suite de l'article 149 :

Article 149bis
Autres accords entre les Etats contractants

(1) La présente convention ne saurait être interprétée en ce sens qu'elle limite le droit de tous les Etats contractants ou de plusieurs d'entre eux de conclure des accords particuliers sur des questions relatives aux demandes de brevet européen ou aux brevets européens qui, aux termes de la présente convention, relèvent du droit national et sont régis par lui, comme notamment

a) un accord portant création d'une cour des brevets européens commune aux Etats contractants parties audit accord ;

b) un accord portant création d'une entité commune aux Etats contractants parties audit accord qui donne, sur requête des juridictions ou autorités quasi judiciaires nationales, des avis sur des questions relatives au droit européen des brevets ou au droit national harmonisé avec celui-ci ;

c) un accord aux termes duquel les Etats contractants parties audit accord renoncent en tout ou en partie aux traductions de brevets européens conformément à l'article 65 ;

d) un accord aux termes duquel les Etats contractants parties audit accord prévoient que les traductions de brevets européens exigées conformément à l'article 65 peuvent être produites auprès de l'Office européen des brevets et publiées par celui-ci.

(2) Le Conseil d'administration a compétence pour décider que

a) les membres des chambres de recours ou de la Grande Chambre de recours peuvent faire partie d'une cour des brevets européens ou d'une entité commune et prendre part aux procédures engagées devant cette cour ou cette entité aux termes d'un tel accord ;

b) l'Office européen des brevets fournit à une entité commune le personnel de soutien, les locaux et les équipements nécessaires à l'exercice de ses fonctions, et que l'Organisation prend en charge en tout ou en partie les frais liés à cette entité.

79. La dixième partie de la Convention est remplacée par le texte suivant :

DIXIEME PARTIE

DEMANDES INTERNATIONALES AU SENS DU TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS - DEMANDES EURO-PCT

Article 150
Application du Traité de Coopération en matière de brevets

(1) Le Traité de Coopération en matière de brevets du 19 juin 1970, ci-après dénommé PCT, s'applique conformément aux dispositions de la présente partie.

(2) Des demandes internationales déposées conformément au PCT peuvent faire l'objet de procédures devant l'Office européen des brevets. Dans ces procédures, les dispositions du PCT, de son règlement d'exécution et, à titre complémentaire, celles de la présente convention sont applicables. Les dispositions du PCT ou de son règlement d'exécution prévalent en cas de divergence.

Article 151
L'Office européen des brevets, office récepteur

L'Office européen des brevets agit en qualité d'office récepteur au sens du PCT, conformément au règlement d'exécution. L'article 75, paragraphe 2 est applicable.

Article 152
L'Office européen des brevets, administration chargée de la recherche internationale ou administration chargée de l'examen préliminaire international

L'Office européen des brevets agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international au sens du PCT, conformément à un accord conclu entre l'Organisation et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, pour les demandeurs qui soit ont la nationalité d'un Etat contractant de la présente convention, soit y ont leur domicile ou leur siège. Cet accord peut prévoir que l'Office européen des brevets agit aussi pour tout autre demandeur.

Article 153
L'Office européen des brevets, office désigné ou office élu

(1) L'Office européen des brevets est

a) office désigné pour tout Etat partie à la présente convention pour lequel le PCT est en vigueur, qui est désigné dans la demande internationale et pour lequel le demandeur indique qu'il entend obtenir un brevet européen, et

b) office élu, lorsque le demandeur a élu un Etat désigné selon la lettre a).

(2) Une demande internationale pour laquelle l'Office européen des brevets est office désigné ou élu et à laquelle une date de dépôt internationale a été attribuée, a la valeur d'une demande européenne régulière (demande euro-PCT).

(3) La publication internationale d'une demande euro-PCT dans une langue officielle de l'Office européen des brevets remplace la publication de la demande de brevet européen et elle est mentionnée au Bulletin européen des brevets.

(4) Si la demande euro-PCT est publiée dans une autre langue, une traduction dans une des langues officielles doit être produite auprès de l'Office européen des brevets, qui la publie. Sous réserve des dispositions de l'article 67, paragraphe 3, la protection provisoire visée à l'article 67, paragraphes 1 et 2 n'est assurée qu'à partir de la date de cette publication.

(5) La demande euro-PCT est traitée comme une demande de brevet européen et est considérée comme comprise dans l'état de la technique au sens de l'article 54, paragraphe 3 si les conditions prévues au paragraphe 3 ou 4 et dans le règlement d'exécution sont remplies.

(6) Le rapport de recherche internationale relatif à une demande euro-PCT ou la déclaration qui le remplace et leur publication internationale remplacent le rapport de recherche européenne et la mention de sa publication au Bulletin européen des brevets.

(7) Il est procédé à l'établissement d'un rapport complémentaire de recherche européenne relatif à toute demande euro-PCT conformément au paragraphe 5. Le Conseil d'administration peut décider qu'il est renoncé à un rapport complémentaire de recherche ou que la taxe de recherche est réduite.

80. Les articles 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162 et 163 sont supprimés.

81. L'article 164 est remplacé par le texte suivant :

Article 164
Règlement d'exécution et protocoles

(1) Le règlement d'exécution, le protocole sur la reconnaissance, le protocole sur les privilèges et immunités, le protocole sur la centralisation, le protocole interprétatif de l'article 69 et le protocole sur les effectifs font partie intégrante de la présente convention.

(2) En cas de divergence entre les dispositions de la présente convention et celles du règlement d'exécution, les dispositions de la convention prévalent.

82. L'article 167 est supprimé.

ARTICLE 2
PROTOCOLES

1. Le protocole interprétatif de l'article 69 CBE est remplacé par le texte suivant :

PROTOCOLE INTERPRETATIF DE L'ARTICLE 69 CBE

Article premier
Principes généraux

L'article 69 ne doit pas être interprété comme signifiant que l'étendue de la protection conférée par le brevet européen est déterminée au sens étroit et littéral du texte des revendications et que la description et les dessins servent uniquement à dissiper les ambiguïtés que pourraient recéler les revendications. Il ne doit pas davantage être interprété comme signifiant que les revendications servent uniquement de ligne directrice et que la protection s'étend également à ce que, de l'avis d'un homme du métier ayant examiné la description et les dessins, le titulaire du brevet a entendu protéger. L'article 69 doit, par contre, être interprété comme définissant entre ces extrêmes une position qui assure à la fois une protection équitable au titulaire du brevet et un degré raisonnable de certitude aux tiers.

Article 2
Equivalents

Pour la détermination de l'étendue de la protection conférée par le brevet européen, il est dûment tenu compte de tout élément équivalent à un élément indiqué dans les revendications.

2. Le protocole suivant sur les effectifs est inséré dans la Convention sur le brevet européen comme partie intégrante de celle-ci :

PROTOCOLE SUR LES EFFECTIFS DE L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS A LA HAYE (PROTOCOLE SUR LES EFFECTIFS)

L'Organisation européenne des brevets garantit que la proportion des emplois de l'Office européen des brevets assignée au département de La Haye, telle que définie dans l'organigramme des emplois et le tableau des effectifs pour l'an 2000, demeure pour l'essentiel inchangée. Toute modification du nombre des emplois assignés au département de La Haye se traduisant par un écart de plus de dix pour cent par rapport à cette proportion, qui se révèle nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'Office européen des brevets, requiert une décision du Conseil d'administration de l'Organisation, prise sur proposition du Président de l'Office européen des brevets, après consultation des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume des Pays-Bas.

3. La section I du protocole sur la centralisation est remplacée par le texte suivant :

PROTOCOLE SUR LA CENTRALISATION ET L'INTRODUCTION DU SYSTEME EUROPEEN DES BREVETS (PROTOCOLE SUR LA CENTRALISATION)

Section I

(1)a) A la date d'entrée en vigueur de la convention, les Etats parties à la convention qui sont également membres de l'Institut International des Brevets créé par l'Accord de La Haye du 6 juin 1947, prennent toutes les mesures nécessaires pour que le transfert à l'Office européen des brevets de tout l'actif et de tout le passif ainsi que de tout le personnel de l'Institut International des Brevets s'effectue au plus tard à la date visée à l'article 162, paragraphe 1 de la convention. Les modalités de transfert seront fixées par un accord entre l'Institut International des Brevets et l'Organisation européenne des brevets. Les Etats susvisés ainsi que les autres Etats parties à la convention prennent toutes les mesures nécessaires pour que cet accord soit mis en application au plus tard à la date visée à l'article 162, paragraphe 1 de la convention. A la date de cette mise en application, les Etats membres de l'Institut International des Brevets qui sont également parties à la convention s'engagent en outre à mettre fin à leur participation à l'Accord de La Haye.

b) Les Etats parties à la convention prennent toutes les mesures nécessaires pour que, selon les termes de l'accord prévu à la lettre a), tout l'actif et tout le passif ainsi que tout le personnel de l'Institut International des Brevets soient incorporés dans l'Office européen des brevets. Dès la mise en application de cet accord, seront accomplies par l'Office européen des brevets, d'une part, les tâches assumées par l'Institut International des Brevets à la date de l'ouverture à la signature de la convention, en particulier celles qu'il assume à l'égard de ses Etats membres, qu'ils deviennent ou non parties à la convention, d'autre part, les tâches qu'il se sera engagé à assumer lors de l'entrée en vigueur de la convention à l'égard d'Etats qui seront à cette date à la fois membres de l'Institut International des Brevets et parties à la convention. En outre, le Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets peut charger l'Office européen des brevets d'autres tâches dans le domaine de la recherche.

c) Les engagements visés ci-dessus s'appliquent à l'agence créée en vertu de l'Accord de La Haye et selon les conditions fixées dans l'accord conclu entre l'Institut International des Brevets et le gouvernement de l'Etat contractant intéressé. Ce gouvernement s'engage à conclure avec l'Organisation européenne des brevets un nouvel accord remplaçant celui déjà conclu avec l'Institut International des Brevets pour harmoniser les clauses relatives à l'organisation, au fonctionnement et au financement de l'agence avec les dispositions du présent protocole.

(2) Sous réserve des dispositions de la section III, les Etats parties à la convention renoncent, pour leurs services centraux de la propriété industrielle et au profit de l'Office européen des brevets, à toute activité qu'ils seraient susceptibles d'exercer en qualité d'administration chargée de la recherche au sens du Traité de Coopération en matière de brevets, dès la date visée à l'article 162, paragraphe 1 de la convention.

(3)a) Une agence de l'Office européen des brevets est créée à Berlin, à compter de la date visée à l'article 162, paragraphe 1 de la convention. Elle relève du département de La Haye.

b) Le Conseil d'administration fixe la répartition des tâches de l'agence de Berlin, compte tenu de considérations générales et des besoins de l'Office européen des brevets.

c) Au moins au début de la période suivant celle de l'extension progressive du champ d'activité de l'Office européen des brevets, le volume des travaux confiés à cette agence doit permettre d'occuper pleinement le personnel examinateur de l'annexe de Berlin de l'Office allemand des brevets en fonction à la date d'ouverture à la signature de la convention.

d) La République fédérale d'Allemagne supporte tous les frais supplémentaires résultant, pour l'Organisation européenne des brevets, de la création et du fonctionnement de l'agence de Berlin.

ARTICLE 3
NOUVEAU TEXTE DE LA CONVENTION

(1) Le Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets est autorisé à établir, sur proposition du Président de l'Office européen des brevets, un nouveau text de la Convention sur le brevet européen. Dans ce nouveau texte, les dispositions de la Convention doivent, si nécessaire, être harmonisées sur le plan rédactionnel dans les trois langues officielles. En outre, les dispositions de la Convention peuvent faire l'objet d'une nouvelle numérotation consécutive et les renvois à d'autres dispositions de la Convention être modifiés compte tenu de la nouvelle numérotation.

(2) Le Conseil d'administration adopte le nouveau texte de la Convention à la majorité des trois quarts des Etats contractants représentés et votants. Une fois adopté, le nouveau texte de la Convention devient partie intégrante du présent acte de révision.

ARTICLE 4
SIGNATURE ET RATIFICATION

(1) Le présent acte de révision est ouvert jusqu'au 1^er^ septembre 2001 à la signature des Etats contractants à l'Office européen des brevets à Munich.

(2) Le présent acte de révision est soumis à ratification ; les instruments de ratification sont déposés auprès du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

ARTICLE 5
ADHESION

(1) Le présent acte de révision est ouvert jusqu'à son entrée en vigueur à l'adhésion des Etats parties à la Convention et des Etats qui ratifient la Convention ou qui y adhèrent.

(2) Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

ARTICLE 6
APPLICATION À TITRE PROVISOIRE

L'article premier, points 4 à 6 et 12 à 15, l'article 2, points 2 et 3, les articles 3 et 7 du présent acte de révision s'appliquent à titre provisoire.

ARTICLE 7
DISPOSITIONS TRANSITOIRES

(1) Le texte révisé de la Convention s'applique à toutes les demandes de brevet européen déposées après son entrée en vigueur et aux brevets européens délivrés sur la base de ces demandes. Il ne s'applique pas aux brevets européens déjà délivrés lors de son

entrée en vigueur, ni aux demandes de brevet européen qui sont pendantes à cette date, à moins que le Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets n'en dispose autrement.

(2) Le Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets prend une décision conformément au paragraphe 1 le 30 juin 2001 au plus tard, à la majorité des trois quarts des Etats contractants représentés et votants. Cette décision devient partie intégrante du présent acte de révision.

ARTICLE 8
ENTRÉE EN VIGUEUR

(1) Le texte révisé de la Convention sur le brevet européen entre en vigueur soit deux ans après le dépôt du dernier des instruments de ratification ou d'adhésion de quinze Etats contractants, soit le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de celui des Etats contractants qui procède le dernier de tous à cette formalité, si cette date est antérieure.

(2) A l'entrée en vigueur du texte révisé de la Convention, le texte de la Convention valable jusqu'à cette date cesse d'être en vigueur.

ARTICLE 9
TRANSMISSIONS ET NOTIFICATIONS

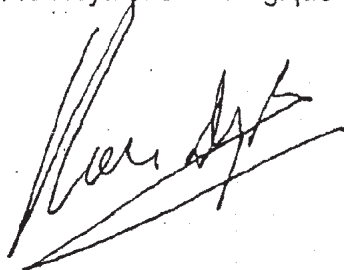
(1) Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne établit des copies certifiées conformes du présent acte de révision et les transmet aux gouvernements des Etats contractants et des Etats qui peuvent adhérer à la Convention sur le brevet européen en vertu de l'article 166 paragraphe 1.

(2) Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne notifie aux gouvernements des Etats visés au paragraphe 1 :

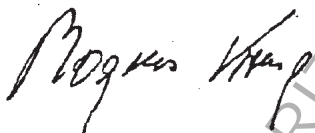
a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion ;

b) la date d'entrée en vigueur du présent acte de révision.

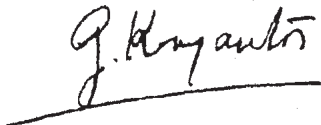
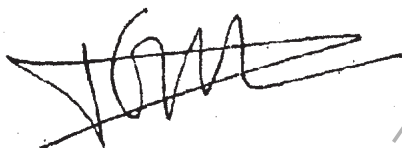
ZU URKUND DESSEN haben die hierzu ernannten Bevollmächtigten nach Vorlage ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten diese Revisionsakte unterschrieben.

GESCHEHEN zu München am neunundzwanzigsten November zweitausend in einer Urschrift in deutscher, englischer und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist. Diese Urschrift wird im Archiv der Regierung der Bundesrepublik Deutschland hinterlegt.

IN WITNESS WHEREOF, the Plenipotentiaries authorised thereto, having presented their Full Powers, found to be in good and due form, have signed this Revision Act.

DONE at Munich this twenty-ninth day of November two thousand in a single original in the English, French and German languages, the three texts being equally authentic. This original text shall be deposited in the archives of the Federal Republic of Germany.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires désignés à cette fin, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent acte de révision.

FAIT à Munich, le vingt-neuf novembre deux mil en un exemplaire en langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également foi. Cet exemplaire est déposé aux archives du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

für das Königreich Belgien
for the Kingdom of Belgium
pour le Royaume de Belgique

für die Republik Zypern
for the Republic of Cyprus
pour la République de Chypre

für das Königreich Dänemark
for the Kingdom of Denmark
pour le Royaume du Danemark

für die Bundesrepublik Deutschland
for the Federal Republic of Germany
pour la République fédérale d'Allemagne

Dr. Jörn Schade, München 21. August 2001

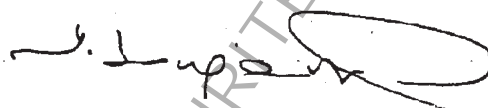
für das Fürstentum Monaco
for the Principality of Monaco
pour la Principauté de Monaco

für das Königreich der Niederlande
for the Kingdom of the Netherlands
pour le Royaume des Pays-Bas

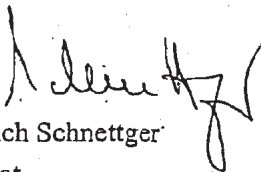
06/7/01

für die Republik Österreich
for the Republic of Austria
pour la République d'Autriche

für die Portugiesische Republik
for the Portuguese Republic
pour la République portugaise

für die Schweizerische Eidgenossenschaft
for the Swiss Confederation
pour la Confédération suisse

für das Königreich Schweden
for the Kingdom of Sweden
pour le Royaume de Suède

München 21.08.2001

für die Republik Türkei
for the Republic of Turkey
pour la République turque

für das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland
for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Ich bescheinige hiermit die Übereinstimmung der vorstehenden Abschrift mit der Urschrift, die bei der Regierung der Bundesrepublik Deutschland hinterlegt worden ist.

Berlin, 14. November 2001

I hereby certify that the foregoing text is a true copy, the original of which has been deposited with the Government of the Federal Republic of Germany.

Berlin, 14 November 2001

Je certifie que le texte q précède est une cop conforme du texte origin déposé auprès du Gouve nement de la Républiqu fédérale d'Allemagne.

Berlin, le 14 novembre 200

Heinrich Schnettger
Amtsrat

CONFERENZA DIPLOMATICA 2000

ATTO DI REVISIONE DELLA CONVENZIONE SUL RILASCIO DEL BREVETTO EUROPEO

Traduzione non ufficiale

ARTICOLO PRIMO
MODIFICA DELLA CONVENZIONE SUL BREVETTO EUROPEO

La Convenzione sul brevetto europeo è modificata come segue:

1. Il seguente nuovo articolo 4bis è inserito dopo l'articolo 4:

Articolo 4 bis
Conferenza dei ministri degli Stati contraenti

Una conferenza dei ministri degli Stati contraenti competenti in materia di brevetti si riunisce almeno ogni cinque anni per esaminare le questioni relative all'Organizzazione ed al sistema del brevetto europeo.

2. L'articolo 11 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 11
Nomina dei dirigenti

(1) Il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti è nominato dal Consiglio d'amministrazione.

(2) I Vicepresidenti sono nominati dal Consiglio d'Amministrazione, avendo sentito il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti.

(3) I membri delle camere di ricorso e della Grande Camera di ricorso, compresi i loro presidenti, sono nominati dal Consiglio d' amministrazione su proposta del Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti. Essi possono essere riconfermati nelle loro funzioni dal Consiglio d'amministrazione, avendo sentito il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti.

(4) IL Consiglio d'amministrazione esercita il potere disciplinare sugli agenti di cui ai paragrafi 1 a 3 del presente articolo.

(5) Il Consiglio d'amministrazione può, avendo sentito il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti, nominare in qualità di membri della Grande Camera di ricorso dei giuristi appartenenti alle giurisdizioni nazionali o alle autorità quasi giudiziarie degli Stati contraenti, i quali possono continuare a svolgere le loro riunioni giudiziarie a livello nazionale Essi sono nominati per un periodo di tre anni e possono essere riconfermati nelle loro funzioni.

3. L'articolo 14 è sostituito dal testo seguente:

Articolo 14
Lingue dell'Ufficio europeo dei brevetti, delle domande di brevetto europeo e di altri atti

(1) Le lingue ufficiali dell'Ufficio europeo dei brevetti sono il francese, l'inglese ed il tedesco.

(2) Ogni domanda di brevetto europeo deve essere depositata in una delle lingue ufficiali oppure, se è depositata in un'altra lingua, deve essere tradotta in una delle lingue ufficiali

in conformità al regolamento di esecuzione. Per tutta la durata della procedura davanti all'Ufficio europeo dei brevetti, questa traduzione può essere resa conforme al testo della domanda come depositata. Se la traduzione richiesta non è fatta pervenire nei termini, si considera che la domanda è ritirata.

(3) La lingua ufficiale dell'Ufficio europeo dei brevetti presso il quale la domanda di brevetto europeo è stata depositata o tradotta, deve essere utilizzata in quanto lingua della procedura, salvo se diversamente disposto dal regolamento di esecuzione, in tutte le procedure dinanzi all'Ufficio europeo dei brevetti.

(4) Le persone fisiche e giuridiche avente il proprio domicilio o sede in uno Stato contraente la cui lingua è diversa dal francese, dall' inglese o dal tedesco in quanto lingua ufficiale, ed i cittadini di questo Stato domiciliati all'estero possono depositare in una lingua ufficiale di detto Stato dei documenti da produrre entro tempi prestabiliti. In ogni caso essi devono produrre una traduzione in una lingua ufficiale dell'Ufficio europeo dei brevetti in conformità al regolamento di esecuzione. Se un documento che non è incluso negli atti della domanda di brevetto europeo non è prodotto nella lingua stabilita, o se una traduzione richiesta non è presentata nei tempi prestabiliti, si considera che il documento non é stato presentato.

(5) Le domande di brevetto europeo sono pubblicate nella lingua della procedura.

(6) I fascicoli sul brevetto europeo sono pubblicati nella lingua della procedura e comportano una traduzione delle rivendicazioni nelle altre due lingue ufficiali dell' Ufficio europeo dei brevetti.

(7) Sono pubblicati nelle tre lingue ufficiali dell'Ufficio Europeo dei brevetti:

a) Il Bollettino europeo dei brevetti;

b) La Gazzetta ufficiale dell'Ufficio europeo dei brevetti.

(8) Le iscrizioni nel Registro europeo dei brevetti sono effettuate nelle tre lingue ufficiali dell'Ufficio europeo dei brevetti. In caso d'incertezza, fa fede l'iscrizione nella lingua della procedura.

4. L'articolo 16 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 16
Sezione di deposito

La sezione di deposito è competente per l'esame delle domande di brevetto europeo al momento del deposito, e per quanto riguarda le modalità formali

5. L'articolo 17 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 17
Divisioni di ricerca

Le divisioni di ricerca sono competenti a redigere i rapporti di ricerca europea.

L'articolo 18 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 18

Divisioni di esame

(1) Le divisioni di esame sono competenti per l'esame delle domande di brevetto europeo.

(2) Una divisione di esame si compone di tre esaminatori tecnici. Tuttavia l'istruzione della domanda di brevetto europeo è in linea di massima affidata ad uno degli esaminatori della divisione. La procedura orale è di competenza della stessa divisione di esame. Quando si ritenga che la natura della decisione lo richiede, la divisione di esame è completata da un esaminatore giurista. In caso di ripartizione dei voti, è predominante il voto del Presidente della divisione di esame

7. L'articolo 21 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 21

Commissioni di ricorso

(1) Le commissioni di ricorso sono competenti a esaminare i ricorsi contro le decisioni della sezione di deposito, delle divisioni di esame, delle divisioni di opposizione e della divisione giuridica.

(2) In caso di ricorso contro una decisione della sezione di deposito o della divisione giuridica, la commissione di ricorso si compone di tre membri giuristi.

(3) In caso di ricorso contro la decisione di una divisione di esame, la commissione di ricorso si compone di:

a) due membri tecnici ed un membro giurista, quando la decisione concerne il rigetto di una domanda di brevetto europeo o il rilascio, la limitazione o la revoca di un brevetto europeo, e quando è stata adottata da una divisione di esame composta da almeno quattro membri;

b) tre membri tecnici e due membri giuristi, quando la decisione è stata presa da una divisione di esame composta da quattro membri o se la camera di ricorso ritiene che la natura del ricorso lo esiga ;

c) tre membri giuristi negli altri casi.

(4) Trattandosi di un ricorso contro la decisione di una divisione di opposizione, la commissione di ricorso si compone di:

a) due membri tecnici ed un membro giurista quando la decisione è stata presa da una divisione di opposizione composta da tre membri;

b) tre membri tecnici e due membri giuristi quando la decisione è stata presa da una divisione di opposizione composta da quattro membri o se la commissione di ricorso ritiene che la natura del ricorso lo esige .

8. L'articolo 22 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 22

Commissione ampliata di ricorso

(1) La commissione ampliata di ricorso è competente a :

a) deliberare sulle questioni di diritto che le vengono sottoposte dalle commissioni di ricorso;

b) formulare pareri sulle questioni di diritto che le vengono sottoposte dal presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti ai sensi dell'articolo 112;

c) deliberare sulle domande di revisione delle decisioni delle commissioni di ricorso secondo l'articolo 112bis.

(2) Nelle procedure previste al paragrafo 1, capoversi a) e b), la Commissione ampliata di ricorso si compone di cinque membri giuristi e di due membri tecnici. Nelle procedure previste al paragrafo 1, lettera c), la commissione ampliata di ricorso si compone di tre o cinque membri, come previsto dal regolamento di esecuzione. In tutte le procedure, la presidenza è esercitata da un membro giurista.

9. L'articolo 23 è sostituito dal testo seguente:

Articolo 23

Indipendenza dei membri delle commissioni

(1) I membri della commissione ampliata di ricorso e delle commissioni di ricorso sono nominati per un periodo di cinque anni; durante questo periodo di tempo essi non possono essere sollevati dalle loro funzioni, salvo per gravi motivi e se il Consiglio di amministrazione , su proposta della commissione ampliata di ricorso , prende una decisione in tal senso . Fatte salve le disposizioni della prima frase, il mandato dei membri delle commissioni di ricorso termina in caso di dimissioni o di quiescenza in conformità allo statuto dei funzionari dell'Ufficio europeo dei brevetti.

(2) I membri delle camere non possono essere membri della sezione di deposito, delle divisioni di esame, delle divisioni di opposizione o della divisione giuridica.

(3) Nelle loro decisioni, i membri delle camere non sono vincolati da alcuna istruzione; devono attenersi soltanto alle disposizioni della presente convenzione.

(4) I regolamenti di procedura delle commissioni di ricorso e della commissione ampliata di ricorso sono stabiliti in conformità al regolamento di esecuzione. Essi devono essere approvati dal Consiglio d'amministrazione.

10. L'articolo 33 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 33

Competenza del Consiglio d'Amministrazione in taluni casi.

(1) Il Consiglio d'amministrazione ha competenza a modificare:

a) le norme della presente convenzione nella misura in cui fissano la durata di un termine;

b) le norme dalla seconda alla ottava parte, nonché della decima parte della presente convenzione, per garantire la loro conformità ad un trattato internazionale in materia di brevetti o con la legislazione della Comunità europea in materia di brevetti;

c) le disposizioni del regolamento di esecuzione.

(2) Il Consiglio d'amministrazione ha competenza , in conformità alla presente convenzione, per stabilire e modificare:

a) il regolamento finanziario;

b) lo statuto dei funzionari ed il regime applicabile agli altri agenti dell'Ufficio europeo dei brevetti, il tariffario delle loro retribuzioni nonché la natura e le regole per la concessione di vantaggi accessori;

c) il regolamento delle pensioni ed ogni aumento delle pensioni esistenti corrispondente agli aumenti di stipendio;

d) il regolamento relativo alle tasse;

e) il suo regolamento interno.

(3) Nonostante le disposizioni dell'articolo 18, paragrafo 2, il Consiglio d'amministrazione ha competenza a decidere, qualora l'esperienza lo giustifichi, che, per alcune categorie di casi, le divisioni di esame si compongano di un solo esaminatore tecnico Tale decisione può essere rinviata.

(4) Il Consiglio d'amministrazione ha competenza ad autorizzare il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti a negoziare, e, fatta salva la sua approvazione, a concludere, a nome dell'Organizzazione europea dei brevetti, degli accordi con Stati o Organizzazioni intergovernative, nonché con centri di documentazione istituiti in virtù di accordi conclusi con queste organizzazioni.

(5) Il Consiglio d'amministrazione non può prendere decisioni ai sensi del paragrafo 1, capoverso b) :

- per quanto riguarda un trattato internazionale, prima dell'entrata in vigore di tale trattato;
- per quanto concerne un atto legislativo della Comunità europea, prima dell' entrata in vigore di quest'ultimo oppure, quando questo atto prevede un termine per la trasposizione, prima della scadenza di tale termine.

11. L'articolo 35 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 35

Voti

(1) Fatte salve le disposizioni dei paragrafi 2 e 3, il Consiglio d'amministrazione prende le sue decisioni a maggioranza semplice degli Stati contraenti rappresentati e votanti.

(2) Richiedono la maggioranza dei tre quarti degli Stati contraenti rappresentati e votanti, le decisioni che il Consiglio d'amministrazione ha competenza ad adottare in forza dell'articolo 7, dell'articolo 11, paragrafo 1, dell'articolo 33, paragrafi 1), capoversi a) e c) e 2 a 4, dell'articolo 39, paragrafo 1, dell'articolo 40, paragrafi 2 e 4, dell'articolo 46, dell'articolo 134 bis, dell'articolo 149bis, paragrafo 2, dell'articolo 152, dell'articolo 153, paragrafo 7, dell'articolo 166 e dell'articolo 172.

(3) Richiedono l'unanimità degli Stati contraenti votanti, le decisioni che il Consiglio d'amministrazione ha competenza ad adottare in forza dell'articolo 33, paragrafo 1, capoverso b). Il Consiglio d'amministrazione prende tutte queste decisioni solo se tutti gli Stati contraenti sono rappresentati .Una decisione adottata in forza dell'articolo 33, paragrafo 1, capoverso b) non ha effetto se uno Stato contraente dichiara, entro dodici mesi a decorrere dalla data della decisione, che esso non desidera essere vincolato da tale decisione.

(4) L'astensione non è considerata come voto.

12. L'articolo 37 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 37

Finanziamento del bilancio preventivo

IL bilancio preventivo dell'Organizzazione è finanziato :

a) con le risorse proprie dell'Organizzazione;

b) con i versamenti degli Stati contraenti a titolo delle tasse per il mantenimento in vigore dei brevetti europei, riscosse in questi Stati;

c) eventualmente, con contributi finanziari straordinari degli Stati contraenti;

d) se del caso con i proventi di cui all'articolo 146;

e) se del caso, ed esclusivamente per le immobilizzazioni corporali, con prestiti contratti presso terzi e garantiti da terreni o da edifici;

f) se del caso, con fondi provenienti da terzi per progetti specifici.

13. L'articolo 38 è sostituito dal testo seguente:

Articolo 38

Risorse proprie dell'Organizzazione

Le risorse proprie dell'Organizzazione comprendono:

a) Tutte le entrate provenienti da tasse e da altre fonti, nonché dalle riserve dell'Organizzazione;

b) le risorse del Fondo di riserva pensionistico, quest'ultimo dovendo essere considerato in quanto patrimonio speciale dell'Organizzazione destinato a sostenere il regime delle pensioni mediante la costituzione di riserve appropriate.

14. L'articolo 42 è sostituito dal testo seguente:

Articolo 42

Bilancio preventivo

(1) Il bilancio preventivo dell'Organizzazione deve essere equilibrato . Esso sarà stabilito secondo i principi contabili generalmente ammessi, come definiti nel regolamento finanziario. Ove necessario, possono essere stabiliti bilanci preventivi rettificativi o addizionali.

(2) Il bilancio preventivo è espresso nell'unità di conto stabilita dal regolamento finanziario.

15. L'articolo 50 è sostituito dal testo seguente:

Articolo 50

Regolamento finanziario

Il regolamento finanziario determina in particolare:

a) Le modalità relative alla compilazione ed all'esecuzione del bilancio preventivo, nonché alla resa ed alla verifica dei conti;

b) le modalità e la procedura secondo le quali i versamenti ed i contributi di cui all'articolo 37, nonché gli anticipi previsti all'articolo 41 devono essere messi a disposizione dell'Organizzazione da parte degli Stati contraenti;

c) le regole e l'organizzazione del controllo e la responsabilità dei dirigenti e dei contabili;

d) i tassi d'interesse previsti agli articoli 39, 40 e 47;

e) le modalità di calcolo dei contributi da versare a titolo dell'articolo 146;

f) la composizione e le mansioni di una commissione del bilancio preventivo e delle finanze che dovrebbe essere istituita dal Consiglio d'amministrazione;

g) i principi contabili generalmente ammessi su cui si basano il bilancio preventivo ed i rendiconto finanziari annuali.

16. L'articolo 51 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 51

Tasse

(1) L'Ufficio europeo dei brevetti può riscuotere tasse per ogni mansione o procedura ufficiale eseguita in forza della presente convenzione.

(2) I termini per il pagamento di tasse diverse da quelle stabilite dalla presente convenzione sono stabiliti nel regolamento di esecuzione.

(3) Quando il regolamento di esecuzione impone il pagamento di una tassa, esso prevede altresì le conseguenze del mancato pagamento nei tempi stabiliti.

(4) Il regolamento relativo alle tasse stabilisce in particolare l'ammontare delle tasse e le loro modalità di riscossione.

17. L'articolo 52 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 52

Invenzioni brevettabili

(1) I brevetti europei sono rilasciati per qualsiasi invenzione in tutti i settori tecnologici, a condizione che tale invenzione sia nuova, che comporti un'attività inventiva, e che sia suscettibile di un'applicazione industriale.

(2) Non sono considerate invenzioni ai sensi del paragrafo 1, in particolare:

a) le scoperte, nonché le teorie scientifiche ed i metodi matematici;

b) le creazioni estetiche;

c) i piani, principi e metodi nell'esercizio di attività intellettuali in materia di gioco o nel settore delle attività economiche nonché i programmi di computer;

d) le presentazioni di informazioni.

(3) Il paragrafo 2 esclude la brevettabilità degli elementi che enumera solo la domanda di brevetto europeo o il brevetto europeo concernono uno solo di questi elementi, considerato in quanto tale.

18. L'articolo 53 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 53
Eccezioni alla brevettabilità

I brevetti europei non sono rilasciati per:

a) le invenzioni il cui sfruttamento commerciale sarebbe contrario all'ordine pubblico o al buon costume, tale contraddizione non potendo essere dedotta per il solo fatto che la loro utilizzazione è vietata in tutti o in molti Stati contraenti da una disposizione legale o regolamentare;

b) le varietà vegetali o le razze animali, nonché i procedimenti essenzialmente biologici per l'ottenimento di vegetali o di animali, tale disposizione non si applica ai procedimenti microbiologici ed ai prodotti ottenuti mediante questi procedimenti;

c) i metodi di trattamento chirurgico o terapeutico del corpo umano o animale, né per i metodi diagnostici applicati al corpo umano o animale, tale disposizione non si applica ai procedimenti microbiologici ed ai prodotti, soprattutto sostanze o composizioni, per l'attuazione di uno di questi metodi.

19. L'articolo 54 è sostituito dal testo seguente:

Articolo 54
Novità

(1) Un'invenzione è considerata nuova se non è compresa nello stato della tecnica.

(2) Per stato della tecnica s'intende tutto quanto è stato reso accessibile al pubblico prima della data di deposito della domanda di brevetto europeo mediante una descrizione scritta o orale, un'utilizzazione o ogni altro mezzo.

(3) Si considera incluso nello stato della tecnica anche il contenuto delle domande di brevetto europeo che sono state depositate, che hanno una data di deposito anteriore a quella menzionata al paragrafo 2 e che sono state pubblicate solo in questa data o ad una data posteriore.

(4) I paragrafi 2 e 3 non escludono la brevettabilità di una sostanza o di una composizione compresa nello stato della tecnica per la realizzazione di un metodo di cui all'articolo 53, capoverso c) a patto che la loro utilizzazione per uno qualsiasi di questi metodi, non sia compresa nello stato della tecnica.

(5) I paragrafi 2 e 3 non escludono neppure la brevettabilità di una sostanza o di una composizione di cui al paragrafo 4 per qualsiasi utilizzazione specifica in qualsiasi metodo di cui all'articolo 53, capoverso c) , a patto che tale utilizzazione non sia compresa nello stato della tecnica.

20. L'articolo 60 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 60
Diritto al brevetto europeo

(1) Il diritto al brevetto europeo appartiene all' inventore o al suo avente causa. Se l'inventore è un impiegato, il diritto al brevetto europeo è definito secondo il diritto dello Stato sul cui territorio l'impiegato esercita la sua attività principale; se lo Stato sul cui territorio ha luogo l'attività principale non può essere determinato, il diritto applicabile è quello dello Stato sul cui territorio ha sede lo stabilimento del datore di lavoro di cui il lavoratore è dipendente.

(2) Se più persone hanno realizzato l'invenzione indipendentemente l'una dall'altra, il diritto al brevetto europeo spetta alla persona che ha depositato la domanda di brevetto europeo avente la data di deposito più vecchia, fermo restando che questa prima domanda sia stata pubblicata.

(3) Nella procedura dinanzi all'Ufficio europeo dei brevetti, si considera che il richiedente è abilitato ad esercitare il diritto al brevetto europeo.

21. L'articolo 61 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 61
Domanda di brevetto europeo depositata
da una persona non abilitata

(1) Se una decisione passata in giudicato ha riconosciuto ad una persona diversa dal richiedente il diritto ad ottenere il brevetto europeo, questa persona può, in conformità al regolamento di esecuzione:

a) continuare, in luogo e vece del richiedente, la procedura relativa alla domanda di brevetto europeo, rilevando a suo carico la domanda,

b) depositare una nuova domanda di brevetto europeo per la stessa invenzione, oppure

c) chiedere il rigetto della domanda di brevetto europeo.

(2) L'articolo 76, paragrafo 1 è applicabile ad ogni nuova domanda di brevetto europeo depositata ai sensi del paragrafo 1, capoverso b).

22. L'articolo 65 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 65

Traduzione del brevetto europeo

(1) Ogni Stato contraente può prescrivere, quando il brevetto europeo rilasciato, mantenuto in vigore come modificato, o limitato dall'Ufficio europeo dei brevetti non è redatto in una delle sue lingue ufficiali, che il titolare del brevetto fornisca al suo servizio centrale della proprietà industriale una traduzione del brevetto quale rilasciato, modificato o limitato in una delle sue lingue ufficiali, a sua scelta, oppure, se questo Stato ha imposto l'uso di una determinata lingua ufficiale, in quest'ultima lingua. La traduzione deve essere prodotta entro un termine di tre mesi a decorrere dalla data di pubblicazione, nel Bollettino europeo dei brevetti, della menzione del rilascio del brevetto europeo o del suo mantenimento come modificato, o della sua limitazione, a meno che lo Stato in questione non conceda un termine più lungo.

(2) Ogni Stato contraente che ha adottato disposizioni ai sensi del paragrafo 1 può prescrivere che il titolare del brevetto provveda a pagare in tutto o in parte, entro un termine stabilito da questo Stato, le spese di pubblicazione della traduzione.

(3) Ogni Stato contraente può prescrivere che, se le disposizioni adottate ai sensi del paragrafi 1 e 2 non vengono rispettate, il brevetto europeo, sia, sin dall'inizio, considerato senza effetto in questo Stato.

23. L'articolo 67 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 67

Diritti conferiti dalla domanda di brevetto europeo dopo la sua pubblicazione

(1) A decorrere dalla sua pubblicazione, la domanda di brevetto europeo garantisce provvisoriamente al richiedente, negli Stati contraenti designati nella domanda di brevetto, la protezione prevista all'articolo 64.

(2) Ciascuno Stato contraente può prevedere che la domanda di brevetto europeo non garantisca la protezione di cui all'articolo 64.Tuttavia, la protezione attinente alla pubblicazione della domanda di brevetto europeo non può essere inferiore a quella che la legislazione dello Stato considerato annette alla pubblicazione obbligatoria delle domande di brevetto nazionale non esaminate.In ogni caso, ciascuno Stato contraente deve almeno prevedere che a decorrere dalla pubblicazione della domanda di brevetto europeo, il richiedente possa esigere una indennità ragionevole, stabilita secondo le circostanze, da qualsiasi persona la quale abbia sfruttato, in tale Stato contraente, l'invenzione che è oggetto della domanda di brevetto europeo in condizioni che, secondo il diritto nazionale, implicherebbero la sua responsabilità se si trattasse della contraffazione di un brevetto nazionale .

(3) Ciascuno Stato contraente che non ha come lingua ufficiale la lingua della procedura, può prevedere che la protezione provvisoria di cui ai paragrafi 1 e 2 sia garantita solo a decorrere dalla data in cui una traduzione delle rivendicazioni, sia in una delle lingue ufficiali di questo Stato, a scelta del richiedente, sia nella misura in cui lo Stato in questione ha imposto l'uso di una determinata lingua ufficiale in questa ultima lingua:

a) è stata resa accessibile al pubblico nelle condizioni previste dalla sua legislazione nazionale , oppure

b) è stata consegnata alla persona che utilizza, in questo Stato, l'invenzione che è oggetto della domanda di brevetto europeo.

(4) Gli effetti della domanda di brevetto europeo di cui ai paragrafi 1 e 2 sono considerati annullati e non avvenuti quando la richiesta di brevetto europeo è stata ritirata, o quando si ritiene che è stata ritirata o che è stata respinta in forza di una decisione passata in giudicato. Altrettanto dicasi per gli effetti della domanda di brevetto europeo in uno Stato contraente la cui designazione è stata ritirata o che si ritiene sia stata ritirata.

24. L'articolo 68 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 68

Effetti della revoca o della limitazione del brevetto europeo

La domanda di brevetto europeo, nonché il brevetto europeo che ne discende, sono considerati sin dall'inizio non produttivi degli effetti previsti agli articoli 64 e 67 , qualora il brevetto sia stato revocato o limitato nel corso di una procedura di opposizione, di limitazione o di annullamento.

25. L'articolo 69 é sostituito dal seguente testo:

Articolo 69

Portata della protezione

(1) La portata della protezione conferita dal brevetto europeo o dalla domanda di brevetto europeo è determinata dalle rivendicazioni. Tuttavia, la descrizione ed i disegni servono ad interpretare le rivendicazioni.

(2) Per il periodo che intercorre fino al rilascio del brevetto europeo, la portata della protezione conferita dalla domanda di brevetto europeo è determinata dalle rivendicazioni contenute nella domanda quale pubblicata. Tuttavia, il brevetto europeo, come rilasciato o modificato durante la procedura di opposizione, di limitazione o di annullamento determina retroattivamente questa protezione sempre che quest'ultima non sia stata oggetto di un'estensione.

1. L'articolo 70 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 70

Testo della domanda di brevetto europeo
o del brevetto europeo facente fede

(1) Il testo della domanda di brevetto europeo o del brevetto europeo redatto nella lingua della procedura, è il testo che fa fede in tutte le procedure dinanzi all'Ufficio europeo dei brevetti ed in tutti gli Stati contraenti.

(2) Tuttavia, se la domanda di brevetto europeo è stata depositata in una lingua che non è una delle lingue ufficiali dell'Ufficio europeo dei brevetti, questo testo costituisce la domanda come depositata, ai sensi della presente convenzione.

(3) Ogni Stato contraente può prevedere che una traduzione in una lingua ufficiale di questo Stato, come disposto nella presente convenzione, sia considerata in tale Stato come essendo il testo facente fede, tranne i casi di azioni per nullità, se la domanda di brevetto europeo o il brevetto europeo nella lingua della traduzione conferisce una protezione meno estesa di quella conferita da tale domanda o da detto brevetto nella lingua della procedura.

(4) Ogni Stato contraente che stabilisce una disposizione in applicazione del paragrafo 3,

a) deve consentire al richiedente o al titolare del brevetto di produrre una traduzione riveduta della domanda di brevetto europeo o del brevetto europeo. Tale traduzione riveduta non ha effetti giuridici fintanto che le condizioni stabilite dallo Stato contraente in applicazione dell'articolo 65, paragrafo 2 e dell'articolo 67, paragrafo 3 non sono state adempiute;

b) può prevedere che colui il quale, in questo Stato, abbia iniziato in buona fede ad utilizzare un' invenzione o abbia fatto preparativi effettivi e seri a tal fine senza che tale utilizzazione costituisca una contraffazione della domanda o del brevetto nel testo della traduzione iniziale possa, dopo che la traduzione riveduta abbia prodotto i suoi effetti, continuare a titolo gratuito l'utilizzazione di quest'ultima nella sua azienda o per i bisogni della stessa.

27. L'articolo 75 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 75

Deposito della domanda di brevetto europeo

(1) La domanda di brevetto europeo può essere depositata:

a) sia presso l'Ufficio europeo dei brevetti;

b) sia, se la legislazione dello Stato contraente lo permette, e fatte salve le disposizioni dell'articolo 76, paragrafo 1, presso il servizio centrale della proprietà industriale o degli altri servizi competenti di detto Stato. Ogni domanda in tal modo depositata ha gli stessi effetti come se fosse stata depositata alla stessa data presso l'Ufficio europeo dei brevetti.

(2) Il paragrafo 1 non può ostacolare l'applicazione delle disposizioni legislative o regolamentari le quali, in uno Stato contraente:

a) disciplinano le invenzioni che, in ragione del loro oggetto, non possono essere comunicate all'estero senza un'autorizzazione preliminare delle autorità competenti dello Stato in causa, oppure

b) prescrivono che qualsiasi domanda di brevetto debba inizialmente essere depositata presso un'autorità nazionale, o subordinano ad un'autorizzazione preliminare il deposito diretto presso un'altra autorità.

28. L'articolo 76 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 76

Domande divisionali europee

(1) Ogni domanda divisionale di brevetto europeo deve essere depositata direttamente presso l'Ufficio europeo dei brevetti in conformità al regolamento di esecuzione. Essa può essere depositata solo per gli elementi che non si estendono al di là del contenuto della domanda anteriore quale depositata; ove tale esigenza sia soddisfatta, la domanda divisionale si considera depositata alla data di deposito della domanda anteriore ed essa beneficia di un diritto di priorità.

(2) Tutti gli Stati contraenti designati nella domanda anteriore al momento del deposito di una domanda divisionale di brevetto europeo sono considerati come designati nella domanda divisionale. .

29. L'articolo 77 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 77

Trasmissione delle domande di brevetto europeo

(1) Il servizio centrale della proprietà industriale dello Stato contraente trasmette all'Ufficio europeo dei brevetti le domande di brevetto europeo depositate presso tale servizio o presso ogni altro servizio competente di questo Stato, in conformità al regolamento di esecuzione.

(2) Ogni domanda di brevetto europeo il cui oggetto è segreto, non è trasmessa all'Ufficio europeo dei brevetti.

(3) Ogni domanda di brevetto europeo che non viene trasmessa all'Ufficio europeo dei brevetti nei termini, si considera ritirata.

30. L'articolo 76 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 78

Condizioni cui la domanda di brevetto europeo deve attenersi

(1) La domanda di brevetto europeo deve contenere:

a) una richiesta per il rilascio di un brevetto europeo;

b) una descrizione dell'invenzione;

c) una o più rivendicazioni;

d) i disegni cui la descrizione o le rivendicazioni si riferiscono;

e) un sunto,

e deve soddisfare alle condizione previste dal regolamento di esecuzione.

(2) La domanda di brevetto europeo dà luogo al pagamento della tassa di deposito e della tassa di ricerca. Se la tassa di deposito o la tassa di ricerca non sono state pagate nei termini, si considera che la domanda è ritirata.

31. L'articolo 79 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 79

Designazione degli Stati Contraenti

(1) Tutti gli Stati contraenti parti della presente convenzione all'atto del deposito della domanda di brevetto europeo si considerano designati nella richiesta per il rilascio del brevetto europeo.

(2) La designazione di uno Stato contraente può dar luogo al pagamento di una tassa di designazione.

(3) La designazione di uno Stato contraente può essere ritirata in qualsiasi momento fino al rilascio del brevetto europeo.

32. L'articolo 80 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 80

Data di deposito

La data di deposito di una domanda di brevetto europeo è quella in cui le condizioni previste dal regolamento di esecuzione sono soddisfatte.

33. L'articolo 86 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 86

Tasse annuali per la domanda di brevetto europeo

(1) Le tasse annuali devono, in conformità al regolamento di esecuzione, essere pagate all'Ufficio europeo dei brevetti per ogni domanda di brevetto europeo. Queste tasse sono dovute per il terzo anno a decorrere dalla data di deposito della domanda, e per ciascuno degli anni successivi. Se una tassa annuale non è stata pagata nei termini, si ritiene che la domanda è ritirata.

(2) Nessuna tassa annuale è esigibile dopo il pagamento di quella che deve essere pagata per l'anno in cui è pubblicata la menzione del rilascio del brevetto europeo.

34. L'articolo 87 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 87

Diritto di priorità

(1) La persona che ha regolarmente depositato in o per

a) uno Stato parte della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale oppure

b) un membro dell'Organizzazione mondiale del commercio,

una domanda di brevetto d'invenzione, di modello di utilità o di certificato di utilità, oppure il suo avente causa, beneficia per effettuare il deposito di una domanda di brevetto europeo per la stessa invenzione, di un diritto di priorità per un periodo di dodici mesi a decorrere dalla data di deposito della prima domanda.

(2) Si riconosce come generatore del diritto di priorità ogni deposito avente valore di regolare deposito nazionale in forza della legislazione nazionale dello Stato in cui è stato effettuato o di accordi bilaterali o multilaterali, ivi compresa la presente convenzione.

(3) Per regolare deposito nazionale s'intende ogni deposito sufficiente per stabilire la data in cui la domanda è stata depositata, a prescindere dalla sorte riservata a tale domanda.

(4) Si considera come prima domanda , la cui data di deposito rappresenta il punto di decorrenza del termine prioritario, qualsiasi ulteriore domanda avente lo stesso oggetto di una prima domanda anteriore depositata nello stesso Stato o per quest'ultimo, a patto che tale domanda anteriore alla data di deposito della domanda ulteriore sia stata ritirata, abbandonata o respinta senza essere stata sottoposta all'ispezione pubblica e senza lasciar sussistere diritti e che non abbia già servito di base per la rivendicazione del diritto di priorità. In tal caso la domanda anteriore non può più servire di base per la rivendicazione del diritto di priorità.

(5) Quando il primo deposito è stato effettuato presso un servizio della proprietà industriale che non è vincolato dalla Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale, o dall'Accordo istitutivo dell'Organizzazione mondiale del commercio, si applicano i paragrafi 1 a 4, se, a seguito di una comunicazione emanante dal Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti, questo servizio ammette che un primo deposito effettuato presso l'Ufficio europeo dei brevetti dà luogo ad un diritto di priorità sottoposto a condizioni ed avente effetti equivalenti uguali a quelli previsti dalla Convenzione di Parigi.

35. L'articolo 88 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 88

Rivendicazione di priorità

(1) Il richiedente che intende avvalersi della priorità di un deposito anteriore è tenuto a produrre una dichiarazione di priorità nonché ogni altro documento richiesto in conformità al regolamento di esecuzione.

(2) Possono essere rivendicate priorità multiple per una domanda di brevetto europeo anche se provengono da Stati diversi. Se del caso, possono essere rivendicate priorità multiple

per una stessa rivendicazione. Se sono rivendicate priorità multiple, i termini aventi come punto di decorrenza la data di priorità , sono calcolati a decorrere dalla data avente la priorità più vecchia.

(3) Quando una o più priorità sono rivendicate per la domanda di brevetto europeo il diritto di priorità copre solo gli elementi della domanda di brevetto europeo che sono contenuti nella domanda o nelle domande per le quali si rivendica la priorità.

(4) Se alcuni elementi dell'invenzione per i quali si rivendica la priorità non figurano fra le rivendicazioni formulate nella domanda anteriore, per concedere la priorità è sufficiente che l'insieme dei documenti della domanda anteriore riveli in modo preciso i suddetti elementi.

36. L'articolo 90 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 90

Esame al momento del deposito
e per quanto riguarda le esigenze formali

(1) L'Ufficio europeo dei brevetti esamina, in conformità al regolamento di esecuzione , se la domanda soddisfa le condizioni per ottenere una data di deposito.

(2) Se una data di deposito non può essere concessa dopo aver effettuato l'esame ai sensi del paragrafo 1, la domanda non è trattata in quanto domanda di brevetto europeo.

(3) Se una data di deposito è stata concessa alla domanda di brevetto europeo, l'Ufficio europeo dei brevetti esamina, secondo il regolamento di esecuzione, se sono soddisfatte le esigenze degli articoli 14, 78, 81 e, se del caso, degli articoli 88 paragrafo 1, e 133 paragrafo 2, nonché ogni altra esigenza prevista dal regolamento di esecuzione.

(4) Qualora l'Ufficio europeo dei brevetti accerti, all'atto dell'esame effettuato a titolo dei paragrafi 1 o 3, l'esistenza d'irregolarità a cui è possibile rimediare, esso fornisce al richiedente la possibilità di porre rimedio a tali irregolarità.

(5) Qualora non si sia rimediato ad una irregolarità accertata durante l'esame effettuato a titolo del paragrafo 3, la domanda di brevetto europeo è respinta. Se l'irregolarità concerne il diritto di priorità, ne deriva la perdita di questo diritto per la domanda.

37. L'articolo 91 è soppresso.

38. L'articolo 92 è soppresso dal testo seguente :

Articolo 92

Compilazione del rapporto di ricerca europea

L'Ufficio europeo dei brevetti redige e pubblica, in conformità al regolamento di esecuzione, un rapporto di ricerca europeo relativo alla domanda di brevetto europeo sulla base delle rivendicazioni, in debita considerazione della descrizione e, se del caso, dei disegni esistenti.

39. L'articolo 39 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 93

Pubblicazione della domanda di brevetto europeo

(1) L'Ufficio europeo dei brevetti pubblica al più presto la domanda di brevetto europeo

a) dopo la scadenza di un termine di diciotto mesi a decorrere dalla data del deposito o, se una priorità è stata rivendicata, a decorrere dalla data di priorità oppure

b) prima della scadenza di detto termine su richiesta del richiedente.

(2) La domanda di brevetto europeo è pubblicata alla stessa data del fascicolo del brevetto europeo quando la decisione relativa al rilascio del brevetto europeo ha effetto prima della scadenza del termine di cui al paragrafo 1, capoverso a).

40. L'articolo 94 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 94

Esame della domanda di brevetto europeo

(1) Su richiesta, l'Ufficio europeo dei brevetti esamina in conformità al regolamento di esecuzione se la domanda di brevetto europeo e l'invenzione che ne è oggetto soddisfano alle condizioni previste dalla presente convenzione. La richiesta è considerata presentata solo dopo il pagamento della tassa di esame.

(2) Se la richiesta non è presentata nei tempi stabiliti, la domanda si considera ritirata.

41. Gli articoli 95 e 96 sono soppressi

42. L'articolo 97 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 97

Rilascio del brevetto o rigetto della domanda

(1) Se la divisione di esame ritiene che la domanda di brevetto europeo e l'invenzione che ne è oggetto soddisfano alle condizioni previste dalla presente convenzione, essa decide di rilasciare il brevetto europeo, a condizione che le esigenze previste dal regolamento di esecuzione siano soddisfatte.

(2) Se la divisione di esame ritiene che la domanda di brevetto europeo e l'invenzione che ne è oggetto non soddisfano alle condizioni previste dalla presente convenzione, essa respinge la domanda, a meno che sanzioni diverse dal rigetto siano previste dalla presente convenzione.

(3) La decisione relativa al rilascio del brevetto europeo ha effetto il giorno della pubblicazione della menzione del rilascio nel Bollettino europeo dei brevetti

43. L'articolo 98 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 98

Pubblicazione del fascicolo del brevetto europeo

L'Ufficio europeo dei brevetti pubblica il fascicolo del brevetto europeo al più presto dopo la pubblicazione della menzione del rilascio del brevetto europeo nel Bollettino europeo dei brevetti.

44. Il titolo della quinta parte è sostituito dal seguente testo:

QUINTA PARTE

PROCEDURA DI OPPOSIZIONE E DI LIMITAZIONE

***45.* L'articolo 99 è sostituito dal seguente testo :**

Articolo 99

Opposizione

(1) Entro il termine di nove mesi a decorrere dalla pubblicazione, nel Bollettino europeo dei brevetti, della menzione della concessione del brevetto europeo, chiunque può fare opposizione a tale brevetto presso l'Ufficio europeo dei brevetti, in conformità al regolamento di esecuzione. L'opposizione si considera proposta soltanto ad avvenuto pagamento della tassa di opposizione.

(2) L'opposizione al brevetto europeo concerne questo brevetto in tutti gli Stati contraenti nei quali produce i suoi effetti.

(3) I terzi che hanno fatto opposizione sono parti, insieme con il titolare del brevetto, della procedura di opposizione.

(4) Se una persona fornisce la prova che , in uno Stato contraente, essa è iscritta nel registro dei brevetti a norma di una decisione passata in giudicato, in luogo e vece del precedente titolare precedente, essa è, su richiesta, sostituita a quest'ultimo per questo Stato. Nonostante le disposizioni dell'articolo 118, il precedente titolare del brevetto e la persona che fa valere in tal modo i suoi diritti non sono considerati come comproprietari, a meno che entrambi non lo richiedano.

46. L'articolo 101 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 101

Esame dell'opposizione

Revoca o mantenimento in vigore del brevetto europeo

(1) Se l'opposizione è ricevibile, la divisione di opposizione esamina, in conformità al regolamento di esecuzione, se almeno un motivo di opposizione di cui all'articolo 100 si oppone al mantenimento del brevetto europeo. Nel corso di questo esame, la divisione di opposizione invita le parti, ogni qualvolta sia necessario, a presentare le loro osservazioni sulle notificazioni da essa indirizzate o sulle comunicazioni fatte da altre parti.

(2) Se la divisione di opposizione ritiene che almeno un motivo di opposizione si oppone al mantenimento del brevetto europeo, essa revoca il brevetto In caso contrario, essa rigetta l'opposizione.

(3) Se la divisione di opposizione ritiene che, tenuto conto delle modifiche apportate dal titolare del brevetto nel corso della proceduta di opposizione, il brevetto e l'invenzione che ne forma l' oggetto

a) soddisfano alle condizioni della presente convenzione, essa decide di mantenere il brevetto così modificato, a condizione che le esigenze previste dal regolamento di esecuzione siano soddisfatte;

b) non soddisfano alle condizione della presente convenzione, essa revoca il brevetto.

***47.* L'articolo 102 è soppresso**

***48.* L'articolo 103 è sostituito dal seguente testo :**

Articolo 103

Pubblicazione di un nuovo fascicolo del brevetto europeo

Se il brevetto europeo è stato mantenuto come modificato ai sensi forza dell'articolo 101, paragrafo 3, capoverso a), l'Ufficio europeo dei brevetti pubblica un nuovo fascicolo del brevetto europeo al più presto dopo che la menzione della decisione concernente l'opposizione è stata pubblicata nel Bollettino europeo dei brevetti.

***49.* L'articolo 104 è sostituito dal seguente testo :**

Articolo 104

Spese

(1) Nella procedura di opposizione, ciascuna delle parti si fa carico delle proprie spese, a meno che la divisione di opposizione non decida, conformemente al regolamento di esecuzione e nella misura in cui l'equità lo esiga, una diversa ripartizione delle spese.

(2) Il regolamento di esecuzione determina la procedura per la fissazione delle spese.

(3) Ogni decisione definita dell'Ufficio europeo dei brevetti che fissa l'importo delle spese equivale, ai fini della sua esecuzione negli Stati contraenti, ad una decisione passata in giudicato emessa da un tribunale civile dello Stato sul cui territorio questa esecuzione deve aver luogo. Il controllo di una tale decisione deve limitarsi al solo esame della sua autenticità.

50 . L'articolo 105 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 105

Intervento del contraffattore presunto

(1) Qualsiasi terzo può, dopo la scadenza del termine di opposizione, intervenire nella procedura di opposizione conformemente al regolamento di esecuzione, a condizione che fornisca la prova

a) che un'azione per contraffazione basata su questo brevetto gli è stata intentata, oppure
b) che dopo essere stato intimato dal titolare di porre fine alla presunta contraffazione del brevetto, egli ha promosso contro il detto titolare un'azione per far constatare in via giudiziaria ch'egli non è contraffattore.

(2) Un intervento ricevibile è assimilato ad una opposizione.

51. I seguenti nuovi articoli 105bis, 105ter e 105 quater sono inseriti dopo l'articolo 105 :

Articolo 105bis
Richiesta di limitazione o revoca

(1) Su richiesta del titolare del brevetto, il brevetto europeo può essere revocato o limitato sotto forma di una modifica delle rivendicazioni. La richiesta deve essere presentata presso l'Ufficio europeo dei brevetti conformemente al regolamento di esecuzione. La richiesta si considera presentata solo quando la tassa di limitazione o di revoca è stata pagata.

(2) La richiesta non può essere presentata fintanto che una procedura di opposizione relativa al brevetto europeo è pendente.

Articolo 105ter
Limitazione o revoca del brevetto europeo

(1) L'Ufficio europeo dei brevetti esamina se le condizioni stabilite nel regolamento di esecuzione per una limitazione o per la revoca del brevetto europeo sono soddisfatte.

(2) Se l'Ufficio europeo dei brevetti ritiene che la richiesta di limitazione o di revoca del brevetto europeo corrisponde a queste condizioni esso decide, conformemente al regolamento di esecuzione, di limitare o di revocare il brevetto europeo. In caso contrario, esso rigetta la richiesta.

(3) La decisione relativa alla limitazione o alla revoca concerne il brevetto europeo con effetto in tutti gli Stati contraenti per il quali è stato concesso. Essa ha effetto alla data della pubblicazione della menzione della decisione nel Bollettino europeo dei brevetti.

Articolo 105quater
Pubblicazione di un fascicolo di brevetto europeo modificato

Quando il brevetto europeo è stato limitato a norma dell'articolo 105 ter paragrafo 2, l'Ufficio europeo dei brevetti pubblica il fascicolo di brevetto europeo modificato al più presto dopo la pubblicazione della menzione della limitazione nel Bollettino europeo dei brevetti.

52. L'articolo 106 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 106
Decisioni contro le quali si può ricorrere

(1) Contro le decisioni della sezione di deposito, delle divisioni di esame, delle divisioni di opposizione e della divisione giuridica può essere presentato ricorso. Il ricorso ha effetto sospensivo.

(2) Una decisione che non pone fine ad una procedura nei riguardi di una delle parti può essere oggetto di un ricorso soltanto insieme alla decisione finale, a meno che detta decisione non preveda un ricorso indipendente.

(3) Il diritto d'intentare un ricorso contro decisioni che fissano la ripartizione o la fissazione delle spese della procedura di opposizione può essere limitato dal regolamento di esecuzione.

53. L'articolo 108 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 108

Termine e forma

Il ricorso deve essere presentato, conformemente al regolamento di esecuzione, presso l'Ufficio europeo dei brevetti entro due mesi a decorrere dalla notifica della decisione. Il ricorso è considerato presentato soltanto dopo il pagamento della tassa di ricorso. Entro quattro mesi a decorrere dalla notifica della decisione, deve essere depositata una memoria che espone i motivi del ricorso, conformemente al regolamento di esecuzione.

54. L'articolo 110 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 110

Esame del ricorso

(1) Se il ricorso è ricevibile, la commissione di ricorso esamina se esso è fondato. L'esame del ricorso si svolge conformemente al regolamento di esecuzione.

55. Il nuovo articolo 112bis è inserito dopo l'articolo 112 :

Articolo 112bis

Richiesta di revisione ad opera della commissione ampliata di ricorso

(1) Ogni parte ad una procedura di ricorso che non è stata ritenuta fondata dalla decisione della commissione di ricorso, può presentare una richiesta di revisione della decisione ad opera della camera ampliata di ricorso.

(2) La richiesta può essere basata soltanto su uno dei seguenti motivi :

a) un membro della commissione di ricorso ha partecipato alla decisione in violazione dell'articolo 24, paragrafo 1 o malgrado la sua esclusione a seguito di una decisione a titolo dell'articolo 24, paragrafo 4;

b) una persona non avente qualità di membro delle commissioni di ricorso ha partecipato alla decisione;

c) la procedura di ricorso è stata inficiata da una violazione fondamentale dell'articolo 113;

d) la procedura di ricorso è stata inficiata da un altro vizio fondamentale di procedura, quale definito nel regolamento di esecuzione, oppure

e) un'infrazione penale accertata nelle condizioni previste nel regolamento di esecuzione può aver avuto un'incidenza sulla decisione.

(3) La richiesta di revisione non ha effetto sospensivo .

(4) La richiesta deve essere presentata e motivata conformemente al regolamento di esecuzione. Se la richiesta si basa sul paragrafo 2, capoversi a) a d), essa deve essere presentata entro un termine di due mesi a decorrere dalla notificazione della decisione della commissione di ricorso. Se la richiesta si basa sul paragrafo 2, capoverso e) , essa deve essere presentata entro un termine di due mesi dopo che l'infrazione penale è stata accertata, ed in qualsiasi ipotesi non oltre cinque anni dopo la notificazione della decisione della commissione di ricorso. La richiesta di revisione non si considera presentata prima dell'avvenuto pagamento della tassa prescritta.

(5) La commissione ampliata di ricorso esamina la richiesta di revisione conformemente al regolamento di esecuzione. Se la richiesta è fondata, la commissione ampliata di ricorso annulla

la decisione oggetto della revisione e riapre, conformemente al regolamento di esecuzione, la procedura dinanzi alle commissioni di ricorso.

6) Chiunque, in uno Stato contraente designato, abbia in buona fede, nel periodo intercorrente fra la decisione della commissione di ricorso oggetto della revisione e la pubblicazione della menzione della decisione della commissione ampliata di ricorso sulla richiesta di revisione, incominciato ad utilizzare, o abbia fatto preparativi seri ed effettivi per sfruttare l'invenzione oggetto di una domanda di brevetto europeo pubblicata o di un brevetto europeo, può continuare tale sfruttamento a titolo gratuito nella sua azienda o per i bisogni della stessa.

56. L'articolo 115 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 115
Osservazioni dei terzi

Dopo la pubblicazione della domanda di brevetto europeo, qualsiasi terzo, in qualsiasi procedura dinanzi l'Ufficio europeo dei brevetti, ed in conformità al regolamento di esecuzione, può presentare osservazioni contro la brevettabilità dell'invenzione che forma oggetto della domanda o del brevetto. I terzi non diventano parti della procedura.

57. L'articolo 117 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 117
Mezzi di prova e istruzione

(1) Nelle procedure dinanzi l'Ufficio europeo dei brevetti, sono ammissibili in particolare le seguenti misure d'istruzione:

a) l'audizione delle parti;
b) la richiesta di informazioni;
c) la produzione di documenti;
d) l'audizione dei testimoni;
e) la perizia;
f) il sopralluogo ;
g) le dichiarazioni scritte fatte sotto giuramento.

(2) Il regolamento di esecuzione determina la procedura relativa all'istruzione.

58. L'articolo 119 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 119
Notifica

L'Ufficio europeo dei brevetti notifica d'ufficio tutte le decisioni, citazioni, notifiche e comunicazioni conformemente al regolamento di esecuzione. Le notifiche possono esser fatte, qualora eccezionali circostanze lo esigano, tramite i servizi centrali della proprietà industriale degli Stati contraenti.

59. L'articolo 120 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 120
Termini

Il regolamento di esecuzione determina:

a) i termini che devono esser rispettati nelle procedure dinanzi l'Ufficio europeo dei brevetti e che non sono stabiliti dalla presente convenzione;

b) il modo di calcolare i termini , come pure le condizioni alle quali essi possono essere prorogati;

c) la durata minima e la durata massima dei termini assegnati dall'Ufficio europeo dei brevetti.

60. L'articolo 121 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 121
Prosecuzione della procedura della domanda di brevetto europeo

(1) Quando, da parte del richiedente, vi è stata inosservanza di un termine da rispettare nei riguardi dell'Ufficio europeo dei brevetti, esso può fare richiesta di prosecuzione della procedura relativa alla domanda di brevetto europeo.

(2) L'Ufficio europeo dei brevetti tratta la richiesta quando le condizioni stabilite nel regolamento di esecuzione sono soddisfatte. In caso contrario, esso rigetta la richiesta.

(3) Quando esso tratta la richiesta, le conseguenze dell'inosservanza del termine si considerano non avvenute.

(4) Sono esclusi dalla prosecuzione della procedura, i termini previsti agli articoli 87, paragrafo 1, 108 e 112 bis paragrafo 4, nonché i termini di presentazione della richiesta per la prosecuzione della procedura e della richiesta per la *restitutio in integrum*. Il regolamento di esecuzione può escludere altri termini dalla prosecuzione della procedura.

61. L'articolo 122 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 122
R*estitutio in integrum*

(1) Il richiedente o il titolare del brevetto europeo che, pur avendo usato tutta la vigilanza richiesta dalle circostanze, non sia stato in grado di osservare un termine nei riguardi dell'Ufficio europeo dei brevetti, è, su richiesta, reintegrato nei suoi diritti se l'inosservanza di questo termine ha come conseguenza diretta il rigetto della domanda di brevetto europeo o di una istanza, il fatto che la domanda di brevetto europeo è considerata ritirata, la revoca del brevetto europeo , la perdita di qualsiasi altro diritto o di un mezzo di ricorso.

(2) L'Ufficio europeo dei brevetti tratta la richiesta quando le condizioni stabilite al paragrafo 1 e le esigenze previste dal regolamento di esecuzione sono soddisfatte. In caso contrario, esso rigetta la richiesta.

(3) Quando l'Ufficio europeo dei brevetti tratta la richiesta, si considera che le conseguenze dell'inosservanza del termine non sono avvenute.

(4) E' escluso dalla *restitutio in integrum*, il termine di presentazione dell'istanza di *restitutio in integrum*. Il regolamento di esecuzione può escludere altri termini dalla *restitutio in integrum*.

(5) Chiunque, in uno Stato contraente designato, durante il periodo che intercorre tra la perdita di un diritto contemplato al paragrafo 1 e la pubblicazione della menzione del ristabilimento di detto diritto, abbia in buona fede incominciato ad utilizzare, o abbia fatto preparativi seri ed effettivi per utilizzare l'invenzione oggetto di una domanda di brevetto europeo pubblicata o di un brevetto europeo, può continuare tale attività a titolo gratuito nella sua azienda, sempre che essa sia limitata ai bisogni dell'azienda.

(6) Il presente articolo non pregiudica il diritto di uno Stato contraente di concedere la *restitutio in integrum* per quanto riguarda i termini previsti in questa convenzione e che devono essere osservati nei riguardi delle autorità di questo Stato.

62. L'articolo 123 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 123
Modifiche

(1) La domanda di brevetto europeo o il brevetto europeo possono essere modificati nel corso delle procedure dinanzi l'Ufficio europeo dei brevetti, conformemente al regolamento di esecuzione In ogni caso il richiedente può, di propria iniziativa, modificare la domanda almeno una volta.

(2) Una domanda di brevetto europeo o un brevetto europeo non possono essere modificati in modo che il loro oggetto si estenda oltre il contenuto della domanda quale è stata depositata.

(3) Il brevetto europeo non può essere modificato in modo da ampliare la protezione che esso conferisce.

63. L'articolo 124 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 124
Informazioni sullo stato della tecnica

(1) L'Ufficio europeo dei brevetti può invitare il richiedente, conformemente al regolamento di esecuzione, a comunicargli informazioni sullo stato della tecnica di cui si è tenuto conto nelle procedure di brevetto nazionali o regionali, e che verte su un' invenzione oggetto della domanda di brevetto europeo.

(2) Se, entro il termine assegnatogli, il richiedente non ottempera a questo invito, la domanda di brevetto europeo è considerata ritirata.

64. L'articolo 126 è soppresso.

65. L'articolo 127 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 127

Registro europeo dei brevetti

L'Ufficio europeo dei brevetti tiene un Registro europeo dei brevetti, nel quale sono riportate tutte le indicazioni menzionate nel regolamento di esecuzione. Nessuna iscrizione è

fatta nel Registro europeo dei brevetti prima della pubblicazione della domanda di brevetto europeo. Il registro europeo dei brevetti è aperto alla consultazione pubblica.

66. L'articolo 128 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 128
Consultazione pubblica

(1) I fascicoli relativi a domande di brevetto europeo non ancora pubblicate possono essere aperti alla consultazione pubblica soltanto con il consenso del richiedente..

(2) Chiunque fornisca la prova che il richiedente si è avvalso della sua domanda di brevetto europeo contro i suoi interessi, può consultare il fascicolo prima della pubblicazione di questa domanda e senza il consenso del richiedente.

(3) Quando viene pubblicata una domanda divisionale o una nuova domanda di brevetto europeo depositata a norma dell'articolo 61, paragrafo 1, chiunque può consultare il fascicolo della domanda iniziale prima della pubblicazione di questa domanda e senza il consenso del richiedente.

(4) Dopo la pubblicazione della domanda di brevetto europeo, i fascicoli relativi a questa domanda ed al brevetto europeo concesso in base alla medesima, possono, su richiesta, essere aperti alla consultazione pubblica, fatte salve le restrizioni previste dal regolamento di esecuzione.

(5) L'Ufficio europeo dei brevetti può, già prima della pubblicazione della domanda di brevetto europeo, comunicare a terzi o pubblicare le indicazioni menzionate nel regolamento di esecuzione.

67. L'articolo 129 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 129
Pubblicazioni periodiche

L' Ufficio europeo dei brevetti pubblica periodicamente:

a) un Bollettino europeo dei brevetti contenente le indicazioni la cui pubblicazione è prescritta dalla presente convenzione, dal regolamento di esecuzione o dal presidente dell''Ufficio europeo dei brevetti;

b) una Gazzetta ufficiale contenente le comunicazioni e le informazioni di carattere generale emesse dal Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti, nonché ogni altra informazione relativa alla presente convenzione ed alla sua applicazione.

68. L'articolo 130 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 130
Scambio di informazioni

(1) Salvo disposizioni contrarie della presente convenzione o delle legislazioni nazionali, l'Ufficio europeo dei brevetti e ed i servizi centrali della proprietà industriale degli Stati contraenti si comunicano, su richiesta, ogni informazione utile concernente le domande di brevetti europei o nazionali ed i brevetti europei o nazionali, nonché le procedure che li riguardano.

(2) Il paragrafo 1 si applica allo scambio di informazioni, a norma di accordi di lavoro, tra l'Ufficio europeo dei brevetti e,

a) i servizi centrali della proprietà industriale di altri Stati;

b) ogni organizzazione intergovernativa incaricata della concessione di brevetti;

c) ogni altra organizzazione.

(3) Le comunicazioni d'informazioni fatte conformemente al paragrafo 1 ed al paragrafo 2, capoversi a) e b) non sono soggette alle restrizioni di cui all'articolo 128, a condizione che l'organizzazione di cui trattasi s'impegni a considerare le informazioni comunicate come confidenziali fino alla data di pubblicazione della domanda di brevetto europeo.

69. L'articolo 133 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 133

Principi generali relativi alla rappresentanza.

(1) Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2, nessuno è tenuto a farsi rappresentare da un mandatario abilitato nelle procedure istituite dalla presente convenzione.

(2) Le persone fisiche e giuridiche che non hanno né domicilio né sede in uno Stato contraente devono essere rappresentate da un mandatario abilitato, ed agire per il suo tramite in qualsiasi procedura istituita dalla presente convenzione, salvo per quanto concerne il deposito di una domanda di brevetto europeo; altre eccezioni possono essere previste dal regolamento di esecuzione.

(3) Le persone fisiche e giuridiche domiciliate o aventi la loro sede in uno Stato contraente, possono agire ogni procedura istituita dalla presente convenzione tramite un loro impiegato; tale impiegato, che deve essere in possesso di una procura conformemente alle norme del regolamento di esecuzione, non ha bisogno di essere un mandatario abilitato.Il regolamento di esecuzione può prevedere se, e a quali condizioni, l'impiegato di una persona giuridica contemplata nel presente paragrafo può parimenti agire per altre persone giuridiche aventi la loro sede in uno Stato contraente ed aventi legami economici con esso.

(4) Disposizioni particolari relative alla rappresentanza comune di parti che agiscono in comune possono essere stabilite dal regolamento di esecuzione.

70. L'articolo 134 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 134

Rappresentanza. dinanzi all'Ufficio europeo dei brevetti

(1) La rappresentanza di persone fisiche o giuridiche nelle procedure istituite dalla presente convenzione può essere assunta soltanto dai mandatari abilitati iscritti in una lista all'uopo compilata dall'Ufficio europeo dei brevetti.

(2) Qualsiasi persona fisica che

a) possiede la nazionalità di uno Stato contraente,

b) ha il suo domicilio professionale o il suo posto di lavoro in uno Stato contraente e

c) ha superato le prove dell'esame europeo di qualificazione,

può essere iscritta sulla lista dei mandatari abilitati.

(3) Per un periodo di un anno a decorrere dalla data in cui l'adesione di uno Stato alla presente convenzione ha effetto, può chiedere di essere iscritta nella lista dei mandatari abilitati qualsiasi persona fisica che

a) possiede la nazionalità di uno Stato contraente,

b) ha il suo domicilio professionale o il suo posto di lavoro nello Stato che ha aderito alla convenzione e

c) è abilitata a rappresentare in materia di brevetti d'invenzione, persone fisiche o giuridiche dinanzi al servizio centrale della proprietà industriale di questo Stato. Qualora tale abilitazione non sia subordinata all'esigenza di una particolare qualificazione professionale questa persona deve aver agito nel suddetto Stato in quanto mandatario a titolo abituale per almeno cinque anni.

(4) L'iscrizione è effettuata dietro presentazione di una richiesta accompagnata da attestati comprovanti che le condizioni di cui al paragrafo 2 o 3 sono soddisfatte.

(5) Le persone che sono iscritte nella lista dei mandatari abilitati sono autorizzate ad agire in ogni procedura istituita dalla presente convenzione.

(6) Per l'esercizio della sua attività di mandatario abilitato, ogni persona iscritta nella lista di cui al paragrafo 1 è abilitata ad avere un domicilio professionale in uno Stato contraente nel quale si svolgono le procedure istituite dalla presente convenzione, in considerazione del protocollo sulla centralizzazione allegato alla presente convenzione.Le autorità di questo Stato possono revocare tale autorizzazione soltanto in casi particolari e a norma della legislazione nazionale relativa all'ordine pubblico ed alla pubblica sicurezza.Il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti deve essere consultato prima di prendere un tale provvedimento.

(7) Il Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti può consentire una deroga:

a) all'esigenza di cui al paragrafo 2, capoverso a) o paragrafo 3, capoverso a) in casi attinenti ad una particolare situazione;

b) all'esigenza di cui al paragrafo 3, capoverso c), seconda frase, se il candidato fornisce la prova di avere acquisito in altro modo le qualificazioni richieste.

(8) La rappresentanza allo stesso titolo di un mandatario abilitato nelle procedure istituite dalla presente convenzione può essere assunta da qualsiasi avvocato abilitato ad esercitare in uno degli Stati contraenti ed avente ivi il suo domicilio professionale, nella misura in cui egli può agire in detto Stato in qualità di mandatario in materia di brevetti d'invenzione. Sono applicabili le disposizioni del paragrafo 6.

71. Il nuovo articolo 134bis è inserito dopo l'articolo 134 :

Articolo 134bis

Istituto dei mandatari abilitati presso l'Ufficio europeo dei brevetti

(1) Il Consiglio di amministrazione ha competenza per stabilire e modificare le disposizioni relative :

a) all'Istituto dei mandatari abilitati presso l'Ufficio europeo dei brevetti di seguito denominato l'Istituto;

b) alla qualificazione ed alla formazione professionale richiesta per l'ammissione all'esame europeo di qualificazione ed all'organizzazione delle prove di questo esame;

c) al potere disciplinare dell'istituto o dell'ufficio europeo dei brevetti sui mandatari abilitati;

d) all'obbligo di riservatezza del mandatario abilitato ed al diritto del mandatario abilitato di rifiutare di divulgare nelle procedure dinanzi l'Ufficio europeo dei brevetti, le comunicazioni scambiate fra lui ed il suo cliente o qualsiasi altra persona.

(2) Ogni persona iscritta nella lista dei mandatari abilitati di cui all'articolo 134, paragrafo 1 è membro dell'Istituto.

72. L'articolo 135 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 135

Richiesta di avviamento della procedura nazionale

(1) Il servizio centrale della proprietà industriale di uno Stato contraente designato può dare inizio, su istanza del richiedente o del titolare di un brevetto europeo, alla procedura di concessione di un brevetto nazionale nei casi seguenti:

a) se la domanda di brevetto è considerata ritirata a norma dell'articolo 77, paragrafo 3;

b) negli altri casi previsti dalla legislazione nazionale in cui, a norma della presente convenzione, la domanda di brevetto è sia respinta o ritirata, sia considerata come ritirata, oppure il brevetto europeo è revocato.

(2) Nel caso di cui la paragrafo 1, capoverso a), la richiesta deve essere presentata al servizio centrale nazionale della proprietà industriale presso il quale la domanda di brevetto europeo era stata depositata.Fatte salve le disposizioni della legislazione nazionale relative alla difesa nazionale questo servizio trasmette direttamente la richiesta ai servizi centrali degli Stati contraenti che vi sono menzionati.

(3) Nei casi di cui al paragrafo 1, capoverso b) la richiesta di trasformazione deve essere presentata all'Ufficio europeo dei brevetti conformemente al regolamento di esecuzione : Essa è considerata presentata solo dopo il pagamento della tassa di trasformazione.L'Ufficio europeo dei brevetti trasmette la richiesta ai servizi centrali della proprietà industriale degli Stati che vi sono menzionati.

(4) La domanda di brevetto europeo cessa di produrre gli effetti di cui all'articolo 66 se la richiesta di trasformazione non è trasmessa nel termine stabilito.

73. L'articolo 136 è soppresso.

74. L'articolo 137 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 137

Condizioni formali della trasformazione

(1) Una domanda di brevetto europeo trasmessa conformemente all'articolo 135, paragrafo 2 o 3, non può, per quanto concerne la sua forma, essere assoggettata dalla legislazione nazionale e a condizioni diverse da quelle previste dalla presente convenzione, o a condizioni supplementari.

(2) Il servizio centrale della proprietà industriale al quale la domanda è trasmessa può esigere che , entro un termine non inferiore a due mesi, il richiedente:

a) paghi la tassa nazionale di deposito;

b) presenti, in una delle lingue ufficiali dello Stato considerato, una traduzione del testo originale della domanda di brevetto europeo come pure, ove occorra, una traduzione del testo modificato nel corso della procedura dinanzi all'Ufficio europeo dei brevetti in base al quale egli desidera che la procedura nazionale si svolga.

75. L'articolo 138 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 138

Nullità dei brevetti europei

(1) Fatte salve le disposizioni dell'articolo 139, il brevetto europeo può essere dichiarato nullo, a norma della legislazione i uno Stato contraente soltanto se :

a) l'oggetto del brevetto europeo non è brevettabile ai sensi degli articoli da 52 a 57;

b) il brevetto europeo non espone l'invenzione in modo sufficientemente chiaro e completo perché una persona del mestiere possa attuarla;

c) l'oggetto del brevetto europeo si estende oltre il contenuto della domanda quale è stata depositata oppure, se il brevetto è stato concesso in base ad una domanda divisionale o ad una nuova domanda depositata in conformità all'articolo 61, l'oggetto del brevetto si estende oltre il contenuto della domanda iniziale quale è stata depositata;

d) la protezione conferita dal brevetto europeo è stata estesa, oppure

e) il titolare del brevetto europeo non aveva diritto ad ottenerlo ai sensi dell'articolo 60, paragrafo 1.

(2) Se i motivi di nullità colpiscono solo parzialmente il brevetto europeo, quest'ultimo è limitato sotto forma di una modifica corrispondente delle rivendicazioni ed è dichiarato parzialmente nullo.

(3) Nelle procedure dinanzi ai tribunali o all'amministrazione competente, concernenti la validità del brevetto europeo, il titolare del brevetto può limitare il brevetto modificando le rivendicazioni. Il brevetto in tal modo limitato serve da base alla procedura.

76. L'articolo 140 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 140

Modelli di utilità e certificati di utilità nazionali

Gli articoli 66,124,135, 137 e 139 sono applicabili ai modelli di utilità o ai certificati di utilità come pure alle corrispondenti domande negli Stati contraenti la cui legislazione prevede siffatti titoli di protezione.

77. L'articolo 141 è sostituito dal seguente testo:

Articolo 141
Tasse annuali per il brevetto europeo

(1) Le tasse annuali dovute per il brevetto europeo possono essere riscosse soltanto per gli anni successivi a quello di cui all'articolo 86, paragrafo 4.

(2) Se il termine di pagamento di tasse annuali dovute a titolo del brevetto europeo scade entro due mesi dalla data di pubblicazione della menzione della concessione del brevetto, dette tasse annuali sono considerate validamente pagate se il pagamento è effettuato entro il termine suddetto. Non viene riscossa nessuna soprattassa prevista a titolo di una regolamentazione nazionale.

78. Il nuovo articolo 149bis è inserito dopo l'articolo 149 :

Articolo 149bis
Altri accordi fra gli Stati contraenti

(1) La presente convenzione non può essere interpretata nel senso di limitare il diritto di tutti gli Stati contraenti o di molti di essi di concludere accordi particolari su questioni relative alle domande di brevetto europeo o ai brevetti europei i quali, ai sensi della presente convenzione, dipendono dal diritto nazionale e sono disciplinati da quest'ultimo, come, in particolare

a) un accordo istitutivo di un tribunale dei brevetti europei, comune per gli Stati contraenti parti di detto accordo;

b) un accordo istitutivo di un organismo comune per gli Stati contraenti parti di detto accordo il quale fornisce, su richiesta dei tribunali o delle autorità semi-giudiziarie , pareri su questioni relative al diritto europeo dei brevetti o al diritto nazionale armonizzato con quest'ultimo;

c) un accordo ai sensi del quale gli Stati contraenti parti di detto accordo rinunciano in tutto o in parte alle traduzioni di brevetti europei conformemente all'articolo 65;

d) un accordo ai sensi del quale gli Stati contraenti parti di detto accordo prevedono che la traduzione dei brevetti europei previste in conformità all'articolo 65 possono essere prodotte presso l'Ufficio europeo dei brevetti e pubblicate da quest'ultimo.

(2) Il Consiglio d'amministrazione ha competenza a decidere che

a) i membri delle commissioni di ricorso o della commissione ampliata di ricorso possano far parte di un tribunale dei brevetti europei o di un organismo comune, e partecipare alle procedure intentate dinanzi a questo tribunale o organismo ai sensi di detto accordo;

b) l'Ufficio europeo dei brevetti fornisca all'organismo comune il personale di supporto, i locali e le attrezzature necessarie per l'esercizio delle sue funzioni.

PARTE DECIMA

DOMANDE INTERNAZIONALI AI SENSI DEL TRATTATO DI COOPERAZIONE IN MATERIA DI BREVETTI - DOMANDE EURO-PCT

Articolo 150

Applicazione del Trattato di Cooperazione in materia di brevetti

(1) Il Trattato di Cooperazione in materia di brevetti del 19 giugno 1970, di seguito denominato PCT, si applica conformemente alle disposizioni della presente parte.

(2) Le domande internazionali depositate conformemente al PCT possono formare oggetto di procedura presso l'Ufficio europeo dei brevetti. In queste procedure sono applicabili le disposizioni del PCT, del suo regolamento di esecuzione e, a titolo complementare, le disposizioni della presente convenzione. Le disposizioni del PCT o del suo regolamento di esecuzione prevalgono in caso di divergenza

Articolo 151

L'Ufficio europeo dei brevetti come ufficio ricevente

L'Ufficio europeo dei brevetti agisce in qualità di ufficio ricevente ai sensi del PCT, conformemente al regolamento di esecuzione. E' applicabile l'articolo 75, paragrafo 2.

Articolo 152

L'Ufficio europeo dei brevetti, come amministrazione incaricata della ricerca internazionale o amministrazione incaricata dell'esame preliminare internazionale.

L'Ufficio europeo dei brevetti agisce in qualità di amministrazione incaricata della ricerca internazionale ed in qualità di amministrazione incaricata dell'esame preliminare internazionale ai sensi del PCT, conformemente ad un accordo concluso fra l'Organizzazione e l'Ufficio internazionale dell'Organizzazione Mondiale della Proprietà intellettuale per i richiedenti che hanno la nazionalità di uno Stato della presente convenzione oppure che vi hanno il loro domicilio o la loro sede. Questo accordo può prevedere che l'Ufficio europeo dei brevetti agisca anche per ogni altro richiedente.

Articolo 153

L'Ufficio europeo dei brevetti, ufficio designato o ufficio eletto

1) L'Ufficio europeo dei brevetti è :

a) un ufficio designato da qualsiasi Stato parte alla presente convenzione per il quale il PCT è in vigore, che è designato nella domanda internazionale e per il quale il richiedente indica che intende ottenere un brevetto europeo, e

b) un ufficio eletto, quando il richiedete ha eletto uno Stato designato secondo il capoverso a);

2) Una domanda internazionale per la quale l'Ufficio europeo dei brevetti è ufficio designato o eletto , a cui è stata assegnata una data di deposito internazionale , ha il valore di una domanda europea regolare (domanda euro-PCT).

(3) La pubblicazione internazionale di una domanda euro-PCT in una lingua ufficiale dell'Ufficio europeo dei brevetti sostituisce la pubblicazione della domanda di brevetto europeo ed é menzionata nel Bollettino europeo dei brevetti.

(4) Se la domanda euro-PCT è pubblicata in un'altra lingua occorre presentare all'Ufficio europeo dei brevetti una traduzione in una delle lingue ufficiali, affinché quest'ultimo la pubblichi. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 67, paragrafo 3, la protezione provvisoria di cui all'articolo 67, paragrafi 1 e 2 è garantita soltanto a decorrere dalla data di tale pubblicazione.

(5) La domanda euro-PCT è trattata come una domanda di brevetto europeo ed è considerata inclusa nello stato della tecnica ai sensi dell'articolo 54, paragrafo 3, se sono soddisfatte le condizioni previste al paragrafo 3 o 4, e nel regolamento di esecuzione.

(6) Il rapporto di ricerca internazionale relativo ad una domanda euro-PCT oppure la dichiarazione che lo sostituisce e la loro pubblicazione internazionale sostituiscono il rapporto di ricerca europea e la menzione della sua pubblicazione nel Bollettino europeo dei brevetti.

(7) Si procede alla compilazione di un rapporto complementare di ricerca europea relativo a qualsiasi domanda euro-PCT, in conformità al paragrafo 5. Il Consiglio d'amministrazione può decidere di rinunciare ad un rapporto complementare di ricerca o che la tassa di ricerca è ridotta.

80. Gli articoli 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162 e 163 sono soppressi

81. L'articolo 164 è sostituito dal seguente testo :

Articolo 164

Regolamento di esecuzione e protocolli

(1) IL regolamento di esecuzione, il protocollo relativo al riconoscimento, il protocollo relativo ai privilegi ed alle immunità, il protocollo relativo alla centralizzazione, il protocollo interpretativo dell'articolo 69 ed il protocollo sull'organico del personale sono parte integrante della presente convenzione.

(2) In caso di divergenza fra le disposizioni della presente convenzione e quelle del regolamento di esecuzione, prevalgono le disposizioni della convenzione.

82. L'articolo 167 è soppresso.

ARTICOLO 2
PROTOCOLLI

1. Il protocollo interpretativo dell'articolo 69 CBE è sostituito dal seguente testo:

PROTOCOLLO INTERPRETATIVO DELL'ARTICOLO 69 CBE

Articolo primo

Principi generali

L'articolo 69 non deve essere interpretato secondo il significato che la portata della protezione conferita dal brevetto europeo è determinata secondo l'accezione rigorosa e letterale del testo delle rivendicazioni e che la descrizione ed i disegni servono solo a dissipare le ambiguità eventualmente celate nelle rivendicazioni. Non deve neppure esser interpretato nel senso di significare che tali rivendicazioni fungono solamente da linea direttiva e che la protezione si estende anche a ciò che, secondo il parere di un esperto del mestiere che abbia esaminato la descrizione ed i disegni, il titolare del brevetto ha inteso tutelare. L'articolo

69 deve invece essere interpretato nel senso di definire fra questi due estremi una posizione che garantisce contestualmente un'equa protezione al titolare del brevetto ed un grado ragionevole di certezza a terzi.

Articolo 2
Equivalenti

Per determinare la portata della protezione conferita dal brevetto europeo, si tiene debitamente conto di ogni elemento equivalente ad un elemento indicato nelle rivendicazioni.

2. Il seguente protocollo sull'organico del personale è inserito nella convenzione sul brevetto europeo in quanto parte integrante di quest'ultima

PROTOCOLLO SULL'ORGANICO DELL'UFFICIO EUROPEO DEI BREVETTI ALL'AJA (PROTOCOLLO SULL'ORGANICO DEL PERSONALE)

L'Organizzazione europea dei brevetti garantisce che la proporzione dei posti di lavoro dell'Ufficio europeo dei brevetti assegnata al dipartimento dell'Aja, quale definita nell'organigramma dei posti di lavoro e nella tabella del personale per l'anno 2000, rimane sostanzialmente immutata.Ogni modifica del numero dei posti di lavoro assegnati al dipartimento dell'Aja che si traduce in uno scarto di oltre il dieci per cento in relazione a tale percentuale, che risulti necessaria ad assicurare un buon funzionamento dell'Ufficio europeo dei brevetti, richiede una decisione del Consiglio d'amministrazione dell' Organizzazione, adottata su proposta del Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti, previa consultazione dei governi della Repubblica federale della Germania e del Regno dei Paesi Bassi.

3. La sezione I del protocollo sulla centralizzazione è sostituita dal seguente testo:

PROTOCOLLO SULLA CENTRALIZZAZIONE E INTRODUZIONE DEL SISTEMA EUROPEO DEI BREVETTI (PROTOCOLLO SULLA CENTRALIZZAZIONE)

Sezione I

1) a) Alla data di entrata in vigore della convenzione, gli Stati parti della convenzione che sono altresì' membri dell'Istituto Internazionale dei brevetti creato dall'Accordo dell'Aja del 6 giugno 1947, prendono tutti i provvedimenti necessari affinché il trasferimento all'Ufficio europeo dei brevetti di tutto l'attivo e di tutto il passivo, nonché di tutto il personale dell'Istituto Internazionale dei brevetti si effettui non oltre la data di cui all'articolo 162, paragrafo 1 della convenzione.Le modalità di trasferimento saranno fissate da un accordo fra l'Istituto internazionale dei Brevetti e l'Organizzazione europea dei brevetti. I suddetti Stati nonché gli altri Stati parti della convenzione prendono tutti i provvedimenti necessari affinché questo accordo sia applicato non oltre la data di cui all'articolo 162, paragrafo 1 della convenzione. Alla data dell'applicazione, gli Stati membri dell'Istituto internazionale dei brevetti che sono altresì parti dell'Istituto internazionale dei brevetti s'impegnano inoltre a porre fine alla loro partecipazione all'Accordo dell'Aja.

b) Gli Stati parti della convenzione prendono tutti i provvedimenti necessari affinché, secondo i termini dell'accordo di cui al capoverso a), tutto l'attivo e tutto il passivo, nonché tutto il personale dell'Istituto Internazionale dei brevetti siano incorporati nell' Ufficio europeo dei brevetti. A decorrere dall'applicazione di questo accordo, saranno compiuti dall'Ufficio europeo dei brevetti, da un lato i compiti assunti dall'Istituto Internazionale dei brevetti alla data dell'apertura alla firma della convenzione, in particolare quelli che esso assume nei confronti dei suoi Stati membri, a prescindere se divengono o meno parti della convenzione, e d'altro lato i compiti che quest'ultimo si sarà impegnato ad assumere al momento dell'entrata in vigore della convenzione nei confronti di Stati che, in questa data, sono sia membri dell'Istituto Internazionale dei brevetti, sia parti della convenzione. Inoltre, il Consiglio d'amministrazione dell'Organizzazione europea dei brevetti può incaricare l'Ufficio europeo dei brevetti di altri compiti nel settore della ricerca.

c) Gli impegni di cui sopra si applicano all'agenzia istituita in virtù dell'Accordo dell'Aja e conformemente alle condizioni fissate nell'accordo concluso fra l'Istituto Internazionale dei brevetti ed il governo dello Stato contraente interessato. Questo governo s'impegna a concludere con l'Organizzazione europea dei brevetti un nuovo accordo, sostitutivo di quello già concluso con l'Istituto Internazionale dei brevetti per armonizzare le clausole relative all'organizzazione, al funzionamento ed al finanziamento dell'agenzia con le disposizioni del presente Protocollo.

(2) Fatte salve le disposizioni della sezione III, gli Stati parti della convenzione rinunciano, per i loro servizi centrali della proprietà industriale ed a vantaggio dell'Ufficio europeo dei brevetti, a qualsiasi attività che sarebbero suscettibili di esercitare in qualità di amministrazione incaricata della ricerca ai sensi del Trattato di Cooperazione in materia di brevetti, a decorrere dalla data di cui all'articolo 162, paragrafo 1 della convenzione.

(3) a) Un'agenzia dell'Ufficio europeo dei brevetti è istituita a Berlino, a decorrere dalla data di cui all'articolo 162, paragrafo 1 della convenzione. Essa dipende dal dipartimento dell'Aja.

b) Il consiglio d'amministrazione fissa la ripartizione dei compiti dell'agenzia di Berlino, tenendo conto delle considerazioni generali e dei bisogni dell'Ufficio europeo dei brevetti.

c) Almeno all'inizio del periodo successivo a quello dell'estensione progressiva del settore di attività dell'Ufficio europeo dei brevetti, il carico di lavoro affidato a questa agenzia deve consentire di occupare a tempo pieno il personale esaminatore della dipendenza locale, a Berlino, dell'Ufficio tedesco dei brevetti in funzione alla data di apertura alla firma della convenzione.

d) La Repubblica Federale di Germania si fa carico di tutte le spese supplementari risultanti, per l'Organizzazione europea dei brevetti, dalla creazione e dal funzionamento dell'agenzia di Berlino.

ARTICOLO 3
NUOVO TESTO DELLA CONVENZIONE

(1) Il Consiglio d'amministrazione dell'Organizzazione europea dei brevetti è autorizzato a stabilire, dietro proposta del Presidente dell'Ufficio europeo dei brevetti, un nuovo testo della Convenzione sul brevetto europeo. In questo nuovo testo, le disposizioni della Convenzione devono, se del caso, essere armonizzate a livello redazionale nelle tre lingue ufficiali. Inoltre le disposizioni della Convenzione possono essere oggetto di una nuova numerazione

consecutiva ed i rinvii ad altre disposizioni della convenzione devono essere modificati in considerazione della nuova numerazione.

(2) Il Consiglio d'amministrazione adotta il nuovo testo della Convenzione a maggioranza di tre quarti degli Stati contraenti rappresentati e votanti. Una volta adottato, il nuovo testo della Convenzione diviene parte integrante del presente atto di revisione.

ARTICOLO 4
FIRMA E RATIFICA

(1) Il presente atto di revisione è aperto fino al 1° settembre 2001 alla firma degli Stati contraenti dell'Ufficio europeo dei brevetti a Monaco.

(2) Il presente atto di revisione è soggetto a ratifica; gli strumenti di ratifica sono depositati presso il governo della Repubblica federale di Germania.

ARTICOLO 5
ADESIONE

(1) Il presente atto di revisione è aperto, fino alla sua entrata in vigore , all'adesione degli Stati parti della Convenzione e degli Stati che ratificano la Convenzione o che vi aderiscono.

(2) Gli strumenti di adesione sono depositati presso il governo della Repubblica Federale di Germania.

ARTICOLO 6
APPLICAZIONE A TITOLO PROVVISORIO

L'articolo primo, punti 4 a 6 e 12 a 15, punti 2 e 3, gli articoli 3 e 7 del presente atto di revisione si applicano a titolo provvisorio.

ARTICOLO 7
DISPOSIZIONI TRANSITORIE

(1) Il testo riveduto della Convenzione si applica a tutte le domande di brevetto europeo depositate dopo la sua entrata in vigore ed ai brevetti europei rilasciati sulla base di tali domande, Esso non si applica ai brevetti europei che risultano già concessi al momento della sua entrata in vigore, né alle domande di brevetto europeo pendenti in tale data, a meno che il Consiglio d'amministrazione dell'Organizzazione europea di brevetti non disponga diversamente.

(2) Il Consiglio d'amministrazione dell'Organizzazione europea dei brevetti prende una decisione in conformità al paragrafo 1 non oltre il 30 giugno 2001, a maggioranza di tre quarti degli Stati contraenti rappresentanti e votanti. Questa decisione diviene parte integrante del presente atto di revisione.

ARTICOLO 8
ENTRATA IN VIGORE

1) Il testo riveduto della Convenzione sul brevetto europeo entra in vigore sia due anni dopo il deposito dell'ultimo degli strumenti di ratifica o di adesione di quindici Stati contraenti sia il primo giorno del terzo mese successivo al deposito dello strumento di ratifica o di adesione dello Stato contraente che procede per ultimo a tale adempimento, se questa data è anteriore.

2) All'entrata in vigore del testo riveduto della Convenzione il testo della convenzione valida fino a questa data cessa di essere in vigore.

ARTICOLO 9
TRASMISSIONI E NOTIFICHE

(1) Il Governo della Repubblica Federale di Germania effettua copie certificate conformi del presente atto di revisione e le trasmette ai governi degli Stati contraenti e degli Stati che possono aderire alla Convenzione sul brevetto europeo in virtù dell'articolo 166, paragrafo 1.

(2) Il governo della Repubblica federale di Germania notifica ai governi degli Stati di cui al paragrafo 1:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione;

b) la data di entrata in vigore del presente atto di revisione.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari a tal fine designati, dopo avere presentato i loro pieni poteri, riconosciuti come essendo in buona e debita forma, hanno firmato il presente atto di revisione.

FATTO a Monaco, il ventinove novembre duemila: in un esemplare in lingua francese, inglese e tedesca, i tre testi facenti ugualmente fede. Questo esemplare è depositato presso gli archivi del governo della Repubblica Federale di Germania.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1628):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (D'Alema) e dal Ministro dello sviluppo economico (Bersani) il 13 giugno 2007.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri, emigrazione), in sede referente, il 12 luglio 2007, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 6ª, 10ª e 14ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 19 e 25 luglio 2007; 4 e 17 ottobre 2007.

Esaminato in aula e approvato il 25 ottobre 2007.

Camera dei deputati (atto n. 3193):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri e comunitari), in sede referente, il 5 novembre 2007, con pareri delle commissioni I, V, VI, VII, X e XIV.

Esaminato dalla III commissione l'8 e 14 novembre 2007.

Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 2007.

07G0240

AUGUSTA IANNINI, *direttore* GABRIELE IUZZOLINO, *redattore*

(G702027/1) Roma, 2007 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

I S T I T U T O   P O L I G R A F I C O   E   Z E C C A   D E L L O   S T A T O

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

cap	**località**	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
00041	**ALBANO LAZIALE (RM)**	LIBRERIA CARACUZZO	Corso Matteotti, 201	06	9320073	93260286
60121	**ANCONA**	LIBRERIA FOGOLA	Piazza Cavour, 4-5-6	071	2074606	2060205
81031	**AVERSA (CE)**	LIBRERIA CLA.ROS	Via L. Da Vinci, 18	081	8902431	8902431
70124	**BARI**	CARTOLIBRERIA QUINTILIANO	Via Arcidiacono Giovanni, 9	080	5042665	5610818
70121	**BARI**	LIBRERIA EGAFNET.IT	Via Crisanzio, 16	080	5212142	5243613
13900	**BIELLA**	LIBRERIA GIOVANNACCI	Via Italia, 14	015	2522313	34983
40132	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA EDINFORM	Via Ercole Nani, 2/A	051	4218740	4210565
40124	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA - LE NOVITÀ DEL DIRITTO	Via delle Tovaglie, 35/A	051	3399048	3394340
21052	**BUSTO ARSIZIO (VA)**	CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO	Via Milano, 4	0331	626752	626752
91022	**CASTELVETRANO (TP)**	CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA	Via Q. Sella, 106/108	0924	45714	45714
95128	**CATANIA**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via F. Riso, 56/60	095	430590	508529
88100	**CATANZARO**	LIBRERIA NISTICÒ	Via A. Daniele, 27	0961	725811	725811
66100	**CHIETI**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Asinio Herio, 21	0871	330261	322070
22100	**COMO**	LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI - DECA	Via Mentana, 15	031	262324	262324
87100	**COSENZA**	LIBRERIA DOMUS	Via Monte Santo, 70/A	0984	23110	23110
50129	**FIRENZE**	LIBRERIA PIROLA già ETRURIA	Via Cavour 44-46/R	055	2396320	288909
71100	**FOGGIA**	LIBRERIA PATIERNO	Via Dante, 21	0881	722064	722064
16121	**GENOVA**	LIBRERIA GIURIDICA	Galleria E. Martino, 9	010	565178	5705693
95014	**GIARRE (CT)**	LIBRERIA LA SEÑORITA	Via Trieste angolo Corso Europa	095	7799877	7799877
73100	**LECCE**	LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO	Via Palmieri, 30	0832	241131	303057
74015	**MARTINA FRANCA (TA)**	TUTTOUFFICIO	Via C. Battisti, 14/20	080	4839784	4839785
98122	**MESSINA**	LIBRERIA PIROLA MESSINA	Corso Cavour, 55	090	710487	662174
20100	**MILANO**	LIBRERIA CONCESSIONARIA I.P.Z.S.	Galleria Vitt. Emanuele II, 11/15	02	865236	863684

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

cap	località	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
28100	**NOVARA**	EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA	Via Costa, 32/34	0321	626764	626764
90138	**PALERMO**	LA LIBRERIA DEL TRIBUNALE	P.za V.E. Orlando, 44/45	091	6118225	552172
90138	**PALERMO**	LIBRERIA S.F. FLACCOVIO	Piazza E. Orlando, 15/19	091	334323	6112750
90145	**PALERMO**	LA LIBRERIA COMMISSIONARIA	Via S. Gregorietti, 6	091	6859904	6859904
90133	**PALERMO**	LIBRERIA FORENSE	Via Maqueda, 185	091	6168475	6177342
43100	**PARMA**	LIBRERIA MAIOLI	Via Farini, 34/D	0521	286226	284922
06087	**PERUGIA**	CALZETTI & MARIUCCI	Via della Valtiera, 229	075	5997736	5990120
29100	**PIACENZA**	NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO	Via Quattro Novembre, 160	0523	452342	461203
59100	**PRATO**	LIBRERIA CARTOLERIA GORI	Via Ricasoli, 26	0574	22061	610353
00192	**ROMA**	LIBRERIA DE MIRANDA	Viale G. Cesare, 51/E/F/G	06	3213303	3216695
00187	**ROMA**	LIBRERIA GODEL	Via Poli, 46	06	6798716	6790331
00187	**ROMA**	STAMPERIA REALE DI ROMA	Via Due Macelli, 12	06	6793268	69940034
63039	**SAN BENEDETTO D/T (AP)**	LIBRERIA LA BIBLIOFILA	Via Ugo Bassi, 38	0735	587513	576134
10122	**TORINO**	LIBRERIA GIURIDICA	Via S. Agostino, 8	011	4367076	4367076
36100	**VICENZA**	LIBRERIA GALLA 1880	Viale Roma, 14	0444	225225	225238

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni dell'Istituto sono in vendita al pubblico:

- **— presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. in ROMA, piazza G. Verdi, 10 - ☎ 06 85082147;**
- **— presso le librerie concessionarie indicate (elenco consultabile sul sito www.ipzs.it)**

L'Istituto conserva per la vendita le Gazzette degli ultimi 4 anni fino ad esaurimento. Le richieste per corrispondenza potranno essere inviate a:

Funzione Editoria - U.O. DISTRIBUZIONE
Attività Librerie concessionarie, Vendita diretta e Abbonamenti a periodici
Piazza Verdi 10, 00198 Roma
fax: 06-8508-4117
e-mail: editoriale@ipzs.it

avendo cura di specificare nell'ordine, oltre al fascicolo di GU richiesto, l'indirizzo di spedizione e di fatturazione (se diverso) ed indicando il codice fiscale per i privati. L'importo della fornitura, maggiorato di un contributo per le spese di spedizione, sarà versato in contanti alla ricezione.

Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

Per informazioni, prenotazioni o reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Gazzetta Ufficiale Abbonamenti	Vendite	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 800-864035 - Fax 06-85082520	☎ 800-864035 - Fax 06-85084117	☎ 800-864035 - Fax 06-85082242	☎ 800-864035

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2008 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

		CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
	(di cui spese di spedizione € 257,04)	- annuale	€ **438,00**
	(di cui spese di spedizione € 128,52)	- semestrale	€ **239,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
	(di cui spese di spedizione € 132,57)	- annuale	€ **309,00**
	(di cui spese di spedizione € 66,28)	- semestrale	€ **167,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:		
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€ **68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€ **43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:		
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€ **168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€ **91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:		
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€ **65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€ **40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€ **167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€ **90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 383,93)	- annuale	€ **819,00**
	(di cui spese di spedizione € 191,46)	- semestrale	€ **431,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 264,45)	- annuale	€ **682,00**
	(di cui spese di spedizione € 132,22)	- semestrale	€ **357,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € 80,00 il versamento relativo al tipo di abbonamento alla *Gazzetta Ufficiale* - parte prima - prescelto, si riceverà anche l'**Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2008.**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi,* prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

5ª SERIE SPECIALE - CONTRATTI ED APPALTI

(di cui spese di spedizione € 127,00)	- annuale	€ **295,00**
(di cui spese di spedizione € 73,00)	- semestrale	€ **162,00**

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II

(di cui spese di spedizione € 39,40)	- annuale	€ **85,00**
(di cui spese di spedizione € 20,60)	- semestrale	€ **53,00**

Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione) € 1,00
I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo	€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni - SCONTO 5%	€ **180,50**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

RESTANO CONFERMATI GLI SCONTI IN USO APPLICATI AI SOLI COSTI DI ABBONAMENTO

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.